

# **Kropotkine et la Grande Guerre**

Les anarchistes, la CGT  
et la social-démocratie  
face à la guerre

René Berthier

## II. – Anarchistes et syndicalistes face à la guerre

### 1) Un texte peu connu de Kropotkine : « La Guerre » (1912)

« La guerre », qui fut publié en 1912<sup>1</sup>, est un texte particulièrement intéressant parce qu'il expose de manière dense et concise le point de vue de Kropotkine sur la fonction de la guerre dans le régime capitaliste et étatique. Il est difficilement concevable d'examiner les positions défendues par le vieux révolutionnaire en 1916 sans connaître ce qu'il dit de la guerre dans son texte de 1912 ; non pas que celui-ci préfigurât en quoi que ce soit ses choix ultérieurs, au contraire. Savoir ce qu'il pensait *réellement* de la guerre permettra peut-être d'éclairer les motivations de son choix de soutenir la France contre l'Allemagne en 1916.

Il fait une analyse franchement matérialiste de la question ; il a aussi le mérite d'insérer le phénomène colonial dans le cadre d'une vision globale dans laquelle les projets de la haute finance et des gouvernements nationaux sont liés. L'Allemagne n'y tient pas le rôle du « méchant », comme dans le « Manifeste des Seize » ; elle apparaît plutôt comme un « second couteau » dans la concurrence à mort que se livrent les grandes puissances, voire même presque comme la victime de la puissance dominante du moment, l'Angleterre, qui fait tout pour la contenir dans ses limites territoriales, pour l'empêcher de jouer dans la cour des grands.

La guerre qui va éclater deux ans plus tard, qui a déjà failli éclater plusieurs fois est, dans l'esprit de Kropot-

---

<sup>1</sup> C'est en fait un extrait de *La Science Moderne et l'Anarchie*.

kine, incontestablement une guerre inter-impérialiste, même s'il n'utilise pas le terme. Son texte est une description du contexte économique et politique qui va conduire à l'embrasement. La question coloniale n'y est que l'exportation hors du territoire européen des conflits qui opposent les États pour l'expansion de leur économie :

« Ce sont toujours des rivalités pour des marchés et pour le droit à l'exploitation des nations arriérées en industrie, qui sont la cause des guerres modernes <sup>2</sup>. »

Les pays dominés ne sont que des « nations arriérées en industrie » ; ils n'ont pas d'autre statut. Il n'y a rien chez Kropotkine qui laisse entendre qu'ils sont inférieurs. A aucun moment Kropotkine n'envisage, comme le font les socialistes français et allemands, la domination coloniale comme potentiellement positive pour les pays dominés <sup>3</sup>. Il n'y a ni le cynisme des social-démocrates allemands qui considèrent que la colonisation apporte la « civilisation » aux populations dominées, ni les réserves faussement vertueuses de certains républicains et socialistes français partisans d'un colonialisme « humain » <sup>4</sup>.

---

<sup>2</sup> Kropotkine, *La Guerre*, 1912. Sauf indication contraire, les citations de ce chapitre sont extraites de ce texte de Kropotkine.

<sup>3</sup> La II<sup>e</sup> Internationale est parcourue de courants qui s'opposent sur la question coloniale. Au congrès de Paris, en 1900, la politique coloniale est condamnée d'une voix. En 1904 à Amsterdam une tendance voit dans la question coloniale un fait inévitable, voire nécessaire pour les socialistes. Après 1907 un courant voit dans la colonisation un fait civilisateur que les socialistes doivent assumer ; un autre courant condamne les pratiques coloniales mais reconnaît dans le fait un facteur de civilisation ; un troisième courant condamne le fait colonial dans son principe même.

<sup>4</sup> Discours de Jaurès pour l'Alliance française, Albi, 1884 : « ... Quand nous prenons possession d'un pays, nous devons amener avec nous la gloire de la France, et soyez sûrs qu'on lui fera bon accueil, car elle est pure autant que grande, toute pénétrée de justice et de bonté. Nous pouvons dire à ces peuples, sans les tromper, que jamais nous

Grandes puissances et pays dominés sont deux éléments intégrants du système capitaliste et étatiste mondial, et sont en interrelation. Kropotkine s'attache à montrer que la domination sur les « nations arriérées en industrie » est un enjeu vital dans la concurrence que les pays développés se font pour la domination des marchés, mais il insiste également sur les effets pervers qu'elle produit sur la situation des classes laborieuses des pays industriels, en y développant la misère.

Une lettre que Kropotkine écrivit à Marie Goldsmith le 23 février 1916 révèle encore un aspect pervers de la domination coloniale sur les travailleurs de la métropole. Il s'agit de l'intégration, dans le projet colonial, de nombreux travailleurs qui se laissent « gagner par la gangrène capitaliste ». Ce sont des gens qui aspirent à faire « le menu fretin des fonctionnaires dans les colonies », à « prendre des positions privilégiées dans différents métiers en Afrique, en Asie, ou bien même chez les nations arriérées en Europe » :

« ...combien d'ouvriers rêvent [de] devenir contre-maîtres d'abord et entrepreneurs plus tard en pays conquis, soit par les armes, soit par des traités commerciaux imposés sous une menace de guerre. »

---

n'avons fait de mal à leurs frères volontairement : que les premiers nous avons étendu aux hommes de couleur la liberté des Blancs, et aboli l'esclavage [...] ; que là enfin où la France est établie, on l'aime, que là où elle n'a fait que passer, on la regrette ; que partout où sa lumière resplendit, elle est bienfaisante ; que là où elle ne brille plus, elle a laissé derrière elle un long et doux crépuscule où les regards et les cœurs restent attachés. » Cette citation est caractéristique de l'opinion que pouvait avoir tout Français de l'époque. Cependant, le point de vue de Jaurès évoluera vers la critique la plus catégorique du colonialisme. Il s'opposera à la conquête du Maroc, ce qui lui vaudra d'être traité de pro-Allemand, puisque l'Allemagne a également des visées sur le Maroc. C'est une reconnaissance du pluralisme culturel qui est affirmée lorsqu'il se prononce à la Chambre, le 12 juin 1912, contre le traité de protectorat sur le Maroc.

Il se crée une véritable bureaucratie de fonctionnaires et de travailleurs coloniaux chez qui la propagande anti-coloniale est impossible et qui contribuent à resserrer l'emprise de la métropole sur les pays dominés.

Il semble cependant que le révolutionnaire russe voie dans le phénomène colonial beaucoup plus une ouverture de marchés pour les produits manufacturés des pays industriels que l'accès aux produits bruts qui y sont extraits – sans que ce dernier point soit totalement écarté.

Les guerres ne sont pas faites pour la gloire, ni pour assouvir une quelconque volonté de pouvoir : elles sont le résultat des antagonismes économiques entre grandes puissances. Ainsi, les guerres que fit l'Angleterre à la France après la Révolution eurent pour objectif de garantir aux monopolistes anglais leurs intérêts commerciaux. Ayant perdu le Canada et ses colonies dans les Indes, la France « obtint la permission en retour de se créer un empire colonial en Afrique (à condition de ne pas toucher à l'Égypte), et d'enrichir ses monopolistes en pillant les Arabes en Algérie »<sup>5</sup>. La colonisation française en Afrique du Nord est ainsi fondamentalement un pillage, tandis que pour Marx, les « bédouins » sont une « nation de voleurs » qui ont au fond tout à gagner de l'occupation française<sup>6</sup>.

Après que l'Allemagne eut développé son économie, celle-ci se mit sur les rangs dans la course aux colonies. Les industriels allemands comprirent « ce que Proudhon avait si bien démontré : que l'industriel ne parvient à sérieusement s'enrichir que si une bonne partie de ses produits est exportée dans des pays où ils peuvent être vendus à des prix auxquels ils ne pourraient jamais arriver dans le pays d'origine ». Dès lors, « toutes les couches sociales de l'Allemagne, » celle des exploités, aussi bien que des exploités », tendirent à l'unification du pays, à

---

<sup>5</sup> Kropotkine, « La guerre », 1912.

<sup>6</sup> Marx, article pour *The Northern Star* du 20 janvier 1848.

la constitution d'une grande marine, à conquérir des ports dans la mer du Nord et l'Adriatique, et un jour, en Afrique et en Orient : « Un empire qui pourrait dicter la loi économique en Europe », dit Kropotkine. Pour cela, ajoute-t-il, « il fallait évidemment, briser la force de la France ». Là se trouve l'origine de la guerre de 1870. Par cette victoire remportée sur la France, « un empire Allemand, ce rêve des radicaux, des socialistes et des conservateurs allemands depuis 1848, fut enfin constitué, et il fit bientôt sentir et reconnaître sa puissance politique et son droit de dicter la loi en Europe »<sup>7</sup>.

Selon Kropotkine, l'expansion remarquable de l'économie allemande, qui augmenta de manière considérable sa productivité industrielle, poussa le bourgeois allemand à convoiter « de nouvelles sources d'enrichissement un peu partout : dans les plaines de la Pologne, dans les prairies de la Hongrie, sur les plateaux de l'Afrique et surtout autour de la ligne de Bagdad, – dans les riches vallées de l'Asie Mineure » :

« C'est donc des ports d'exportation et surtout des ports militaires, dans l'Adriatique méditerranéenne et dans celle de l'Océan Indien – le Golfe persan – ainsi que sur la côte africaine à Beïra et, plus tard, dans l'océan Pacifique, que cherchent maintenant à conquérir les brasseurs d'affaires coloniales allemands et leur fidèle serviteur – l'Empire germanique<sup>8</sup>. »

Partout, l'Allemagne se heurte à l'Angleterre qui veille à conserver sa suprématie sur les mers et qui, pour cela, se cherche des alliés. En 1855 elle avait cassé le développement de la Russie comme puissance maritime avec l'aide de la Turquie et de la France<sup>9</sup> ; en 1900 elle

---

<sup>7</sup> Kropotkine, « La guerre », 1912.

<sup>8</sup> *Ibid.*

<sup>9</sup> Allusion à la guerre de Crimée (1853-1856) qui fut une guerre menée par une coalition comprenant l'Empire ottoman, le Royaume-Uni, l'Empire français et le royaume de Sardaigne contre la Russie impériale.

avait lancé le Japon contre la flotte russe et son port militaire dans le Pacifique <sup>10</sup>. Aujourd'hui, dit Kropotkine, elle cherche à faire la même chose avec l'Allemagne : « Ce qui fait que nous vivons depuis deux années sur le qui-vive, en prévision d'une guerre colossale européenne qui peut éclater du jour au lendemain. »

Kropotkine semble rejoindre certains membres influents du parti social-démocrate allemand, comme Paul Lensch, sur lequel nous reviendrons. Ce dernier pensait que l'Angleterre était l'ennemi à abattre. Le révolutionnaire russe avait parfaitement compris que la guerre russo-japonaise préfigurait les guerres modernes, d'une part par sa durée, d'autre part par les moyens, les forces engagées et les pertes. Plus de 2 millions d'hommes s'affrontent ; il y aura 156 000 morts et 280 000 blessés. La préfiguration des guerres modernes se révèle également par la logistique qui n'a plus rien à voir avec les guerres précédentes, les armements, les communications, le recours à des opérations maritimes et terrestres combinées complexes, etc. Manifestement, les stratèges français avaient bien moins compris ces évolutions que Kropotkine, puisqu'ils s'engagèrent dans le premier conflit du XX<sup>e</sup> siècle avec en tête les méthodes des guerres du XIX<sup>e</sup>.

Avec le développement de l'industrie dans des pays comme l'Autriche et l'Italie, on assiste également à de nouvelles revendications à la « curée en Afrique et en Asie ». « Le brigandage russe en Perse, le brigandage italien contre les Arabes du désert à Tripoli et le brigandage français au Maroc en sont la conséquence. » L'expansion coloniale est irréductiblement assimilée à du brigandage – point qui nous paraît important de souligner car Kropotkine se démarque singulièrement de Marx et Engels qui

---

<sup>10</sup> Un traité avait été signé le 30 janvier 1902 entre le Japon et l'Angleterre, cette dernière voulant empêcher l'expansion russe sur les côtes du Pacifique. La guerre russo-japonaise (8 février 1904-5 septembre 1905) opposa la Russie impériale et l'Empire japonais.

insistaient sur le rôle historiquement progressif de la colonisation, que ce soit celle des Français en Afrique du Nord ou des Britanniques en Inde.

C'est ainsi que, au moment même où Marx écrivait le *Manifeste*, il était beaucoup question de l'Algérie et de l'émir Abdelkader. Sa défaite par les troupes françaises est un « progrès de la civilisation » puisque la conquête du pays par la France participe de la victoire de la civilisation, c'est-à-dire du développement des forces productives, sur les peuples arriérés : « Si nous pouvons regretter que la liberté des bédouins du désert ait été détruite, nous ne devons pas oublier que ces mêmes bédouins étaient une nation de voleurs <sup>11</sup>. »

Quant à l'Inde, Marx estime que, « quels qu'aient été ses crimes, l'Angleterre a été l'instrument inconscient de l'histoire en menant à bien cette révolution » <sup>12</sup>. L'Inde était pour Marx « une proie vouée à la conquête » qui « ne pouvait donc échapper au destin d'être conquise, et toute son histoire, si histoire il y a, est celle des conquêtes successives qu'elle a subies. La société indienne n'a pas d'histoire du tout, du moins pas d'histoire connue » <sup>13</sup>. Marx estime que l'Angleterre est à l'origine de « la seule révolution sociale qui ait jamais eu lieu en Asie » <sup>14</sup>.

On voit que c'est presque avec l'aval de Marx que l'Allemagne et, indirectement, la social-démocratie allemande, se lancent dans la conquête de colonies.

---

<sup>11</sup> *The Northern Star* du 20 janvier 1848.

<sup>12</sup> K. Marx, « Chroniques anglaises », 1852-1854, in *Œuvres*, IV, *Politique I*, Paris Gallimard, La Pléiade, pp. 719-720.

<sup>13</sup> « Les Résultats éventuels de la domination britannique en Inde », in *Du colonialisme en Asie. Inde, Perse, Afghanistan, juillet 1853*. Mille et une nuits, Paris, 2002, édition établie par et postface de Gérard Fiolche. pp. 43-44.

<sup>14</sup> « Chroniques anglaises », *op. cit.*

Rien de tel chez Kropotkine : c'est un « consortium de brigands » qui a permis à la France de s'emparer du Maroc ; à l'Angleterre de s'emparer de l'Égypte ; aux Italiens de « s'emparer d'une partie de l'empire ottoman pour empêcher qu'il ne soit saisi par l'Allemagne » ; à la Russie de saisir la Perse septentrionale afin que les Anglais « puissent s'emparer d'un bon morceau sur les bords du golfe Persan, avant que le chemin de fer allemand n'y soit arrivé ! »

« Et pour cela les Italiens massacrent ignoblement les Arabes inoffensifs et les sicaires du Tzar pendent les patriotes persans qui voulaient régénérer leur patrie par un peu de liberté politique. »

Le 23 avril 1911 l'armée française était intervenue au Maroc, provoquant une réaction vigoureuse de l'Allemagne qui avait des visées sur le pays. Le 1<sup>er</sup> juillet : un cuirassé allemand se présente dans le port d'Agadir pour protester contre l'intervention française. L'Allemagne n'a pas de colonies et entend se mettre sur les rangs, malgré son retard par rapport à la France et la Grande-Bretagne. Elle avait des vues sur le Maroc, convoité également par la France qui occupait déjà l'Algérie. Aux termes d'un accord entre la Grande-Bretagne et la France signé en 1904, dit d'Entente cordiale, la France laisse les mains libres à la Grande-Bretagne en Égypte et peut en contrepartie instaurer un protectorat au Maroc. Guillaume II, qui veut participer au dépeçage, rencontre à Tanger le sultan Moulay al-Aziz, ce qui irrite Anglais et Français. En 1906, à la conférence internationale d'Algésiras, l'Allemagne se voit reconnaître des droits sur le Maroc, mais la France et l'Espagne y obtiennent des droits en matière de police et de banque.

En mars 1911, le sultan est menacé par une révolte et demande l'aide de la France ; le mois suivant, les Fran-

çais occupent Rabat, Fès et Meknès, ce qui est interprété comme une violation des accords d'Algésiras par l'Allemagne. Cette dernière envoie dans la baie d'Agadir une canonnière, bientôt remplacée par un croiseur. L'Angleterre soutient fermement la France, qui menace l'Allemagne d'une guerre. Les deux pays décident de négocier : l'Allemagne abandonne ses prétentions sur le Maroc mais obtient 272 000 km<sup>2</sup> de territoires en Afrique équatoriale. Un traité est signé le 4 novembre 1911. La France se voit attribuer le Maroc, la Grande-Bretagne l'Égypte. En mars 1912, la France impose au sultan du Maroc un « protectorat ».

L'affaire du Maroc a montré la solidité de l'alliance avec la Grande-Bretagne ; c'est en outre la première fois depuis 1870 que la France s'oppose militairement, avec succès, à l'Allemagne. La « victoire » de la France est toutefois relative, dans la mesure où l'Allemagne gagne d'immenses territoires en Afrique. L'affaire du Maroc est particulièrement intéressante pour notre propos car elle est révélatrice de l'attitude de la social-démocratie allemande. La direction du parti se montra, pendant cette période, délibérément passive. Hermann Molkenbuhr, qui était secrétaire du parti, ne fit aucune démarche auprès du Bureau socialiste international de Bruxelles, de crainte qu'une dénonciation de l'impérialisme allemand ne nuise au parti, *qui était en pleine campagne électorale*. La prudence du parti, soucieux de ne pas affronter le nationalisme allemand, fit que 110 députés entrèrent au Reichstag – *ceux-là mêmes qui votèrent les crédits de guerre en août 1914...*

Le 29 septembre 1911, l'Italie déclare la guerre à la Turquie : 100 000 hommes sont mobilisés. Des opérations militaires italiennes ont lieu en Tripolitaine. Les 3-5 octobre, la flotte italienne bombarde les côtes de la Tripolitaine et de la Cyrénaïque <sup>15</sup>. Les Italiens prennent Tripoli.

---

<sup>15</sup> La Tripolitaine et la Cyrénaïque, en Lybie, faisaient partie de

Le 20 octobre, les Italiens prennent Benghazi. Le 23 octobre, les Turcs et les Arabes attaquent les Italiens dans l'oasis de Benghazi : il y eut de lourdes pertes parmi les *bersaglieri*. Le 4 novembre l'armée ottomane est défaite par l'Italie.

Le 19 août 1911, un accord germano-russe est signé sur le partage d'influence en Perse et sur le chemin de fer de Bagdad. Ce chemin de fer (dénommé « Berlin-Bagdad » par la presse française et anglaise) est un projet de longue date de l'Allemagne, liée par des accords avec l'Empire ottoman. Sa construction commença en 1903 et ne fut terminée qu'en 1940.

Une révolution eut lieu en Perse entre 1905 et 1911 qui aboutit le 5 août 1906 à la formation d'un régime parlementaire avec une constitution écrite. Profitant des oppositions internes, la Russie et la Grande-Bretagne s'entendirent pour partager leurs sphères d'influence en Perse. Le gouvernement iranien fut informé de ce pacte le 7 septembre 1907 par les ambassadeurs russe et britannique. La révolution constitutionnelle se heurta à l'opposition féroce du shah, soutenu par la Grande-Bretagne et la Russie. *Il n'est pas exagéré de dire que les conséquences du sabotage de la révolution démocratique en Iran se font encore sentir aujourd'hui.*

Un colonel russe, Liakhoff, se trouvait à la tête de la garde du shah constituée de 1 000 cosaques, et joua un rôle déterminant dans la répression contre les Constitutionnalistes.

« Bien qu'il fût un officier russe, portant l'uniforme russe et recevant sa solde de son gouvernement, le Cabinet russe, face aux critiques formulées par les Britanniques et les Européens pour le rôle qu'il avait joué, promptement nia à la fois sa responsabilité et la connaissance qu'il avait de ses actes, affirmant qu'il était entièrement sous les ordres du shah. De nombreuses preuves avaient toutefois été apportées

---

l'Empire ottoman.

montrant qu'en planifiant et en mettant en œuvre la destruction des Medjlis [*assemblées législatives*] et de la Constitution, Liakhoff réalisait les dessins du prétendu « parti avancé », une clique réactionnaire qui entourait le tsar à Saint-Pétersbourg et dont Mons. De Hartwig, Ministre russe à Téhéran, était un exemple frappant <sup>16</sup>. »

Dans « La Guerre », Kropotkine se réfère au cadre international défini par les alliances qui étaient alors en place, notamment l'« Entente cordiale », signée le 8 avril 1904, qui avait considérablement modifié les équilibres prévalant jusqu'alors. Après la guerre de 1870-1871, la France s'était trouvée complètement isolée. Le chancelier Bismarck, soucieux qu'elle ne se mette pas en position de réclamer une revanche, avait veillé au grain. La Grande-Bretagne était restée à l'écart, n'intervenant que très peu dans les affaires du continent.

C'est la montée en puissance de l'Allemagne, évoquée par Kropotkine dans « La Guerre », qui poussa les Britanniques à sortir de leur isolement. Des contacts avaient été pris dès le début des années 1880 mais n'avaient pas abouti, faute de trouver un accord sur le partage de l'Afrique. Les contacts reprurent à trois reprises entre 1898 et 1901. Le nouveau roi Édouard II rompit les négociations qui étaient alors engagées avec Berlin et relança l'idée d'une alliance avec la France. La guerre russo-japonaise faillit tout remettre en question, car la France, qui tentait de se rapprocher de la Grande-Bretagne, était alliée avec la Russie tandis que la Grande-Bretagne, qui venait de signer un traité d'alliance avec le Japon, poussait celui-ci à attaquer la Russie.

Pour éviter toute confrontation, la France et la Grande-Bretagne engagèrent une négociation afin de régler leurs différends en Afrique, dans les Amériques, en Asie et dans le Pacifique. C'est ainsi que fut signé le 8

---

<sup>16</sup> *The Strangling of Persia*, W. Morgan Shuster, The Century Co., 1912.

avril 1904 le traité dit d'« Entente cordiale », qui suscita beaucoup de scepticisme, mais qui révéla en fin de compte la capacité des deux parties à respecter leurs engagements. La question n'est pas minime puisque dix ans plus tard la Grande-Bretagne soutiendra la France.

La mainmise européenne sur les pays qu'on n'appelle pas encore du « tiers monde » ne se fait pas seulement par des opérations militaires. Kropotkine évoque une autre manière, beaucoup plus efficace : le contrôle financier de ces pays. Les banquiers prêtent de l'argent à des États qui s'endettent et se montrent incapables de rembourser. Les banquiers ajoutent alors les arriérés de l'intérêt et de l'amortissement au principal de l'emprunt. La description que fait Kropotkine est remarquable en ce sens que ce mécanisme de domination n'a *absolument pas changé aujourd'hui* :

« Plus les finances de l'État débiteur vont mal, plus insensées sont les dépenses de ses chefs – et plus volontiers on lui offre de nouveaux emprunts. Après quoi les banquiers s'érigent un jour en “consortium” pour mettre la main sur tels impôts, telles douanes, telles lignes de chemin de fer. »

C'est ainsi que les financiers ont ruiné et fait annexer l'Égypte par l'Angleterre. Ce fut la même chose pour la Turquie, ainsi que pour la Grèce, « qu'un groupe de financiers poussa à la guerre contre la Turquie, pour s'emparer ensuite d'une partie des revenus de la Grèce vaincue ». C'est encore ainsi que la haute finance de l'Angleterre et des États-Unis procéda avec le Japon.

Kropotkine commente :

« Là où les naïfs croient découvrir de profondes causes politiques, ou bien des haines nationales, il n'y a que les complots tramés par les flibustiers de la finance. Ceux-ci exploitent tout : rivalités politiques et économiques, inimitiés nationales, traditions diplomatiques et conflits religieux. »

Partout, on retrouve les mêmes banques, ce que Kropotkine appelle la « haute pègre de la finance » dont il dit qu'elle est « un produit de l'État, – *un attribut essentiel de l'État* », qui fournit le cadre institutionnel et les garanties nécessaires à son activité. Le révolutionnaire russe rejoint en somme le point de vue de Marx, pour qui l'État est le conseil d'administration des affaires communes de la bourgeoisie.

L'industrie d'armement joue également un rôle déterminant. En ce moment, dit Kropotkine – nous sommes en 1912 – des millions d'hommes travaillent dans les usines d'armements dont les propriétaires « ont tout intérêt à préparer des guerres et à maintenir la crainte des guerres prêtes à éclater ». Il s'agit rien moins que du « complexe militaro-industriel » dénoncé bien plus tard par le général Eisenhower... Des marchands anglais fournissent ainsi des armes aux Matabélés <sup>17</sup> en révolte contre les Anglais ; des marchands français fournissent en armes, en canons, en munitions les Boers d'Afrique du Sud <sup>18</sup>. Les tribus de l'Arabie se fournissent en armes chez des marchands anglais, « ce qui amènera des soulèvements de tribus, le pillage de quelques marchands et – l'intervention anglaise, pour “rétablir l'ordre” et faire quelque nouvelle “annexion” ». L'or anglais permit aux Japonais de détruire « le pouvoir maritime naissant de la Russie dans l'Océan Pacifique ». Ce qui n'empêchait pas, précise Kropotkine, les compagnies minières du Pays de Galles de vendre à haut prix 300 000 tonnes de charbon aux Russes pour leur flotte du Pacifique. On gagne sur les deux tableaux.

---

<sup>17</sup> Les Matabélés, ou Ndébélés sont un peuple de l'Afrique du Sud de l'ethnie des Ngunis.

<sup>18</sup> Kropotkine avait été très choqué par la guerre de l'Angleterre contre les Boers, pour lui « la plus injuste qui eut jamais lieu ». Cette guerre illustre parfaitement l'analyse du révolutionnaire russe : ce fut un massacre au profit d'une poignée de capitalistes.

Il va de soi que les capitalistes qui placent leur argent dans les entreprises travaillant pour la guerre ont intérêt à « maintenir toujours des bruits de guerre », à « pousser sans cesse aux armements », à « semer, s'il le faut, la panique ». La « grande presse », et en particulier la presse illustrée, joue un rôle décisif dans le réveil des ardeurs patriotiques lorsque la perspective de guerre diminue. Kropotkine n'est pas tendre contre celle qu'il appelle « la grande prostituée », qui s'efforce de « préparer les esprits à de nouvelles guerres, précipiter celles qui sont probables ».

« En général, plus nous avançons dans notre civilisation bourgeoise étatiste, plus la presse, cessant d'être l'expression de ce qu'on appelle l'opinion publique, s'applique à fabriquer elle-même l'opinion par les procédés les plus infâmes. La presse, dans tous les grands États, c'est déjà deux ou trois syndicats de brasseurs d'affaires financières qui font l'opinion qu'il leur faut dans l'intérêt de leurs entreprises. Les grands journaux leur appartiennent et le reste ne compte pas. »

Là encore, ce que décrit Kropotkine reste d'une étonnante actualité. Le texte que Kropotkine écrivit en 1912 montre qu'il savait parfaitement à quoi s'en tenir concernant la guerre moderne dont il fait une description stupéfiante. Une guerre, dit-il, ce n'est pas seulement une bataille, comme celle de Gravelotte, du Potomac et de Borodino<sup>19</sup>. Aujourd'hui, les batailles se font sur un front de

---

<sup>19</sup> Gravelotte. – La bataille de Saint-Privat (appellation française) ou bataille de Gravelotte (appellation allemande) – défaite française – s'est déroulée le 18 août 1870 lors de la guerre franco-prussienne, à une dizaine de kilomètres à l'ouest de Metz. L'expression « Ça tombe comme à Gravelotte », pour désigner une pluie drue est une allusion aux tirs d'artillerie très nourris des deux armées pendant la bataille.

Potomac. – Kropotkine veut sans doute parler de la bataille de Gettysburg (2 juillet 1863) lors de laquelle se distingua l'armée du Potomac.

Bataille de Borodino, ou de la Moskova, gagnée par Napoléon le 7 septembre 1812. Elle fut la plus sanglante bataille de la campagne de

cinquante, soixante kilomètres et durent sept jours comme à Liao-Yang <sup>20</sup>, dix jours comme à Moukden <sup>21</sup>, avec des pertes de 150 000 hommes.

« Les ravages faits par les obus, lancés avec précision par des batteries placées à cinq, six, sept kilomètres, et dont on ne peut même pas découvrir la position, grâce à la poudre sans fumée, sont inouïs. Lorsque le feu de plusieurs cents bouches à feu est concentré sur un carré d'un kilomètre de côté (comme on le fait aujourd'hui), il ne reste pas un espace de dix mètres carrés qui n'ait reçu son obus, pas un buisson qui n'ait été rasé par les monstres hurlants envoyés on ne sait d'où. La folie s'empare des soldats, après sept ou huit jours de ce feu terrible, et lorsque les colonnes des assaillants arrivent jusqu'aux tranchées ennemies, alors la lutte s'engage corps à corps entre les combattants. Après s'être lancé mutuellement des grenades à la main et des morceaux de pyroxiline <sup>22</sup> (deux morceaux de pyroxiline, liés entre eux par une ficelle étaient employés comme une fronde), les soldats russes et japonais se roulaient dans les tranchées de Port-Arthur comme des bêtes féroces, se frappant de la crosse du fusil, du couteau, des dents... »

En 1912, Kropotkine décrit ce que seront les batailles de la Première guerre mondiale alors même que l'état-

---

Russie, lors de laquelle s'affrontèrent plus de 250 000 hommes. Les pertes s'élevèrent à 75 000 hommes.

<sup>20</sup> A propos de la bataille de Liao-Yang (24 août-3 septembre 1904), les commentateurs de l'époque soulignèrent l'ampleur des pertes humaines qu'elle provoqua. Les commentateurs américains évoquèrent la Guerre civile : « Aucun combat aussi féroce, aussi soutenu et aussi sanglant n'a été connu depuis que les armées de Grant et de Lee s'affrontèrent dans leur mortel corps-à-corps dans les étendues sauvages de la Guerre civile. » Sidney Tyler, *The Japan-Russia War: An Illustrated History of the War in the Far East* (Philadelphia, PA, P.W. Ziegler Company, 1905), p. 282.

<sup>21</sup> La bataille de Moukden (20 février 1905-10 mars 1905), en Mandchourie, fut une des grandes batailles terrestres de la guerre russo-japonaise. 276 000 soldats russes affrontèrent 270 000 soldats japonais. Il y eut 60 000 morts et blessés russes, 70 000 morts et blessés japonais.

<sup>22</sup> La pyroxiline est une substance explosive obtenue en trempant des fibres végétales dans de l'acide nitro-sulfurique.

major de l'armée française en est encore à imaginer des stratégies qui se rapprochent de celles des guerres napoléoniennes, avec des soldats en pantalon rouge chargeant en ligne. Or l'énormité des effectifs et l'énormité des moyens matériels en jeu firent qu'à un moment, les deux armées face à face, incapables d'avancer ni dans un sens ni dans l'autre, durent s'enterrer pour conserver leurs positions. C'est cette guerre de tranchées que Kropotkine décrit dans « La Guerre », sur la base des informations qu'il a eues sur le déroulement de guerres qui eurent lieu peu avant dans d'autres parties du monde.

Kropotkine conclut sa description en disant que « les travailleurs occidentaux ne se doutent même pas de ce terrible retour à la plus affreuse sauvagerie que représente la guerre moderne, et les bourgeois qui le savent se gardent bien de le leur dire ». On peut avoir une idée de la manipulation de l'opinion faite par la presse française, la « grande prostituée », dans un article de *l'Intransigeant* du 16 août 1914 qui s'efforce de minimiser l'horreur de la guerre : « Les shrapnells éclatent mollement et tombent en pluie inoffensive. Le tir est très mal réglé. Quant aux balles, elles ne sont pas très dangereuses. Elles traversent les chairs de part en part, sans faire aucune déchirure. » On a certes du mal à croire que des lecteurs aient pu croire de telles âneries, mais il est évident que l'auteur de l'article veut délibérément manipuler l'opinion. On est très proche des manipulations de la presse internationale concernant les « frappes chirurgicales » lors de la guerre du Golfe en 1991. A travers le temps, la « Grande prostituée » reste égale à elle-même.

Mais la guerre, c'est aussi la destruction « sur une échelle colossale, du travail humain » : non seulement le matériel de guerre, mais « les choses les plus nécessaires pour la vie de tous les jours ». Le travail de millions d'hommes pendant des dizaines d'années est détruit en quelques mois. La simple perspective de guerre provoque

la spéculation sur les produits de première nécessité : « Chacun de nous en ressentons les effets dans les moindres détails de notre vie. »

Kropotkine s'attache à montrer les conséquences, au sein même des grandes puissances, des conflits d'intérêt pour le partage des colonies. En 1911, il y eut une augmentation extraordinaire des exportations anglaises que rien ne laissait prévoir. D'immenses commandes venaient du continent en prévision d'une guerre entre l'Angleterre et l'Allemagne. Les gros financiers profitèrent de cette circonstance. La hausse des prix frappa toutes les denrées. « Et maintenant, il suffira que les gros spéculateurs coloniaux de l'Angleterre et de l'Allemagne arrivent à un arrangement concernant leurs parts dans le partage de l'Afrique orientale, – qu'ils s'entendent sur “les sphères d'influence” en Asie, c'est-à-dire sur les conquêtes prochaines » et cette flambée de spéculation s'arrêtera. C'est ce qui se passa. En Angleterre, la réduction consécutive à cette arrangement fit que les compagnies de charbonnages et les lords du coton se trouvaient avec des excédents de stocks, ce qui les incitait à pousser les ouvriers à la grève. Pour Kropotkine, la politique des États modernes se réduit aux choix que prendront les milieux privilégiés, eux-mêmes plus ou moins soutenus par ces États. Là encore, les protagonistes réels du conflit qui se prépare sont l'Angleterre et l'Allemagne.

L'irruption de l'Allemagne dans l'arène internationale produisit une rupture dans les équilibres jusqu'alors existants : « ... il est évident que l'entrée dans l'arène économique d'un aussi puissant producteur qu'est l'Allemagne moderne, avec ses écoles, son éducation technique répandue à pleines mains dans le peuple, son entrain juvénile et les capacités d'organisation de son peuple, devait changer les rapports entre nations. » Un « ajustement des forces » était nécessaire, mais impossible parce qu'il était entravé par les privilèges et les monopoles en place. Les choix

politiques sont constamment conditionnés aux choix que prendra « le Syndicat des banquiers de Paris, de Vienne, de Londres ». C'est la finance qui fait et défait les ministères. Les rapports internationaux se réduisent aux décisions que prendront en dernière analyse la finance.

« Ainsi l'état des forces mises en jeu est donné par le degré de développement technique des diverses nations, à un certain moment de l'histoire. Mais l'usage qui sera fait de ces forces, dépend entièrement de l'état d'asservissement à son gouvernement et à la forme étatiste d'organisation, auquel les populations se sont laissé réduire. »

L'État est une organisation développée spécialement pour enrichir les riches et « absorber tous les progrès au profit des classes privilégiées ». Aucune issue vers l'harmonie, le bien-être et une « nouvelle efflorescence d'une civilisation libertaire » n'est possible dans le cadre des États. L'intérêt de « La Guerre » est que le texte montre que Kropotkine savait, bien avant le conflit de 14-18, très précisément comment se passerait la guerre qui était en train de se préparer ; les positions qu'il adopta en 1916 furent prises en parfaite connaissance de cause. Il faut donc s'interroger sur les raisons qui ont motivé son choix.

## 2) La lettre à August Steffen

Entre « La Guerre » datant de 1912 et le « Manifeste des Seize » de 1916 se trouve une lettre écrite à un correspondant suédois, le professeur Gustav Steffen. Sous le titre de « Kropotkine sur la Présente Guerre » cette lettre fut publiée dans *Freedom* en octobre 1914, et aux États-Unis dans la revue *Mother Earth* en novembre. Elle se trouve donc en position intermédiaire par rapport au texte de 1912 intitulé « La guerre », et le « Manifeste des Seize » dont il y a tout lieu de penser qu'il a été rédigé par Kropotkine, dans la mesure où on y trouve des passages absolument identiques que dans la lettre à Steffen.

La référence aux « idéaux » inscrits par les prolétaires européens « sur la bannière de l'Association internationale des travailleurs » peut sembler tout d'abord excessive, car on ne voit pas très bien en quoi la préoccupation de l'Internationale ait pu être d'« écraser l'invasion des Allemands en Europe de l'ouest », sachant, en particulier, que c'est Marx qui se trouvait à la tête de l'organisation internationale. Mais en fait la référence à l'AIT se justifie effectivement. On a l'explication dans une lettre de Kropotkine à Marie Goldsmith dans laquelle il écrit que l'Internationale (« la première, la vraie », précise Kropotkine) avait proclamé...

« ...l'indépendance des nations et la révolte des nations opprimées contre les peuples qui les oppriment en obéissant aux tyrans. C'est en proclamant le devoir de toutes les nations libres d'aider le peuple polonais, insurgé en 1863, de se débarrasser du joug de l'autocrate russe, soutenu par son peuple dans ce crime d'oppression, que fut fondée l'Internationale. L'Internationale ne se déclara pas cosmopolite. Elle proclama le droit de chaque nationalité de se développer librement comme elle l'entendait, son droit de se révolter contre ceux qui lui refusaient ce droit, et le devoir de tous les travailleurs de s'unir et de se révolter contre toute tentative d'oppression d'une nationalité par une autre <sup>23</sup>. »

Kropotkine fait également référence aux positions adoptées par Bakounine pendant la guerre franco-prussienne, dont il adoptera d'ailleurs les principales lignes. Dans la même lettre à Marie Goldsmith, il précise :

« Si bien que Bakounine, en 1871, disait aux travailleurs allemands que c'était leur devoir de se révolter contre leur gouvernement qui voulait faire des conquêtes en France.

---

<sup>23</sup> Pierre Kropotkine à Marie Goldsmith 23 février 1916, in « Anarchisme et internationalisme. Autour du Manifeste des Seize. Correspondance inédite de Pierre Kropotkine et de Marie Goldsmith, janvier-mars 1916. » *Cahiers du monde russe et soviétique*, 19881, vol. 22, n° 22-2-3. 20

Mais comme Bakounine et ses amis savaient bien que le peuple allemand ne les écouterait pas, ils faisaient appel à tous les révolutionnaires de toute nationalité de défendre la France contre les envahisseurs. Et lorsque tous les membres de l'Internationale à Paris, tendant la main aux blanquistes, se rangèrent sous le drapeau de la Commune, c'était dans l'espoir de chasser les Allemands de la France par l'effort des Communes révoltées. Ils comprenaient que c'eût été, en cas de succès, le vrai, le seul moyen de lancer la révolution sociale, ou, du moins, d'en faire les premiers pas. »

Kropotkine rappelle d'ailleurs que le Bulletin de la fédération jurassienne a soutenu la cause de « l'insurrection de l'Herzégovine contre le joug turc », que des bakouninistes sont allés soutenir cette cause sur le terrain, qu'un autre est allé soutenir « l'insurrection d'Arabi Pacha pour l'indépendance de l'Égypte », et que les journaux anarchistes « ont vaillamment combattu pour l'indépendance de l'Irlande, celle des Boers, du Caucase, de la Pologne, de la Finlande ».

La position de Kropotkine se réduit à l'affirmation de l'indépendance nationale de la France (et de la Belgique et de la Russie) face à l'occupation de son territoire par les Allemands. En somme il n'y a pas lieu de s'opposer à l'occupation de l'Algérie par la France, ou de l'Inde par l'Angleterre, et d'accepter l'occupation d'une partie importante de la France par l'Allemagne.

Comme Kropotkine plus tard, Bakounine pensait qu'une victoire allemande serait une terrible régression pour l'Europe et avait appelé à un soulèvement populaire contre l'occupation allemande afin de transformer la guerre en révolution. Bakounine soutint donc sans réserve la France cette guerre, pour les mêmes raisons que Kropotkine, mais l'aîné eut la chance que la guerre se transforma en insurrection populaire, ce qui le sauva sans doute des accusations dont Kropotkine eut à souffrir...

On retrouve dans la lettre à Steffen l'écho de débats qui avaient opposé Marx et Bakounine pour désigner le centre de la réaction en Europe. Il s'agissait de savoir qui, de l'Allemagne et de la Russie, avait l'initiative des actions destinées à maintenir le *statu quo* réactionnaire dans l'Europe issue du traité de Vienne. Selon Marx, la Russie était le chef d'orchestre qui dirigeait toutes les manœuvres antidémocratiques qui menaçaient l'Europe. Bakounine, plus nuancé, avait une position somme toute plus dialectique : la Russie avait certes été pendant longtemps un frein à toute évolution démocratique sur le continent, mais elle était maintenant une puissance sur le déclin et n'avait plus la capacité d'influencer significativement la politique européenne et encore moins d'intervenir militairement dans le cadre d'une expansion territoriale vers l'Ouest. C'est l'Allemagne maintenant qui avait cette capacité.

Bakounine pensait qu'une guerre entre l'Allemagne et la Russie était peu probable tant que les deux pays se trouvaient réciproquement neutralisés par leur commune occupation de la Pologne (avec l'Autriche il est vrai). En effet, une guerre entre les deux pays incitera inévitablement les Polonais à s'insurger pour réclamer leur indépendance. Bakounine montre cependant qu'il s'agit d'une complicité inégale : l'Allemagne se trouve en position de leadership du fait de son incomparable supériorité économique, technique et financière. Bakounine affirmait que l'occupation de la Pologne était une condition de l'intégrité de l'empire russe. C'est sans doute ce que Kropotkine veut dire lorsqu'il affirme dans sa lettre à Steffen que l'absolutisme russe ne se serait jamais maintenu aussi longtemps sans la protection de l'Allemagne, et lorsqu'il rappelle « l'intimité qui a existé entre Alexandre II et Guillaume I<sup>er</sup> ».

Kropotkine se trouve dans les mêmes dispositions que

son aîné et nie que la Russie soit à l'origine de la guerre : « Cette guerre, dit-il dans sa lettre à Steffen, n'a pas été causée par l'attitude de la Russie envers l'ultimatum autrichien comme le gouvernement allemand, fidèle aux traditions de Bismarck, a essayé de le faire croire. » Selon lui, la guerre aurait été préparée de longue date et répondait à un plan soigneusement édifié. Il rappelle que Liebknecht et Bebel avaient prédit que l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine serait la cause de nouvelles guerres et qu'elle serait suivie de nouvelles exigences allemandes. Si Bakounine avait dit que l'Allemagne était devenue le centre de la réaction en Europe, Kropotkine affirme qu'elle est devenue « une menace permanente pour le progrès de l'Europe ».

Ce n'est donc pas un hasard si Kropotkine écrit dans sa lettre à Steffen que « les quarante-trois dernières années ont été la confirmation de ce qu'écrivait Bakounine en 1871, à savoir que, si l'influence française disparaissait en Europe, celle-ci se trouverait renvoyée en arrière dans son développement pour un demi-siècle. Et aujourd'hui il est évident que si l'invasion actuelle de la Belgique et de la France n'est pas repoussée par l'effort commun de toutes les nations d'Europe, nous connaissons un autre demi-siècle, ou plus, de réaction générale ».

On a là exactement le dilemme devant lequel seront confrontés les signataires du « Manifeste des Seize ». En effet, la plupart d'entre eux étaient des « anciens », qui avait connu la période de la guerre franco-prussienne ; ils avaient vécu la régression subie par le mouvement ouvrier après la guerre et vivaient dans l'angoisse que cela recommence une nouvelle fois. Kropotkine a donc parfaitement raison de dire que « durant les quarante dernières années, la menace d'une guerre franco-allemande planait en permanence sur l'Europe ».

Le mouvement ouvrier français s'était préoccupé de cette menace depuis très longtemps : en 1893 avait eu lieu

un congrès des Bourses du Travail lors duquel avait été adopté le principe d'une grève générale en cas de déclenchement d'une guerre entre l'Allemagne et la France. Plus tard, la CGT tentera en de multiples occasions d'intéresser – sans succès – les dirigeants socialistes et syndicalistes allemands à la mise en place d'une action commune en cas de guerre.

Les dirigeants politiques allemands d'une façon générale, et en particulier les dirigeants social-démocrates, étaient obsédés par l'idée d'un encerclement hostile et par l'éventualité d'une invasion russe. Longtemps avant le déclenchement de la guerre, la population allemande avait été soumise à une intense propagande destinée à la convaincre que la Russie allait attaquer l'Allemagne et qu'il fallait prendre les devants. La social-démocratie avait totalement intégré ce discours. Cette obsession tournait à la paranoïa chez Marx qui en appelait constamment à une guerre préventive contre la Russie.

Significativement cette propagande reprenait les mêmes termes que ceux qui avaient autrefois été tenus par Marx, qui désignait lui aussi la Russie comme un adversaire acharné de l'Allemagne et comme centre de la réaction en Europe<sup>24</sup>. Bakounine avait montré que si la Russie avait effectivement été une des principales forces de la réaction, elle avait depuis longtemps perdu cette fonction à

---

<sup>24</sup> On peut lire dans les colonnes de la *Nouvelle Gazette rhénane* du 15 juin 1848, dans un article d'Engels (« L'armistice prusso-danois », 9 septembre 1848) : « Seule la guerre contre la Russie est une guerre de l'Allemagne révolutionnaire, une guerre où elle rachètera les fautes du passé, où elle se virilisera, où elle pourra vaincre ses propres despotes, où, comme il est de règle lorsqu'un peuple brise les chaînes d'une longue et veule servitude, elle paiera le fait de propager la civilisation par le sacrifice de ses fils, et se rendra libre à l'intérieur en conquérant la liberté à l'extérieur. » Seize ans plus tard, la conclusion de l'Adresse de l'AIT reprendra encore le thème du danger russe. La politique du tsar est encore désignée comme le frein le plus puissant de toute l'évolution de l'Europe.

cause de son incapacité à réformer ses institutions politiques et à développer ses forces productives. Désormais, elle se trouvait dans l'incapacité de s'étendre dans l'Ouest de l'Europe et ne pouvait plus acquérir de territoires que dans le Sud-Est, dans des territoires moins développés qu'elle.

Alexandre Berkman fit une réponse à la lettre de Kropotkine<sup>25</sup>, dans laquelle il reproche au révolutionnaire russe de s'impliquer dans « les artifices de la haute politique », c'est-à-dire de tenter d'expliquer la stratégie allemande. C'est une attitude assez courante dans le mouvement anarchiste, qui considère en général que la dénonciation de la guerre comme phénomène contraire à la morale exonère de se consacrer à l'examen des faits. Face à la guerre, il n'y a que la réprobation et l'affirmation des principes. Sous prétexte que « la guerre en Europe n'est pas une guerre entre nations mais une guerre entre gouvernements capitalistes, pour le pouvoir et les marchés », il devient inutile d'exposer le contexte géopolitique de cette guerre. Une telle attitude conduit à un réel appauvrissement de la pensée libertaire.

Berkman ajoute : « Kropotkine argumente comme si le peuple allemand était en guerre contre le peuple français, russe ou anglais, alors qu'en réalité, ce sont les seules cliques dirigeantes et capitalistes de ces pays qui sont responsables de la guerre et qui vont en tirer profit. » Cette affirmation est exacte, littéralement : sans les « cliques dirigeantes » des deux pays il n'y aurait pas eu de guerre. Kropotkine ne nie d'ailleurs pas que ce sont les cliques dirigeantes qui sont responsables des guerres, mais il constate que le peuple allemand *est effectivement* en guerre contre les peuples français, anglais ou russe.

Kropotkine ne prend pas à la lettre, et sans réserves, le slogan de 1848 selon lequel « les peuples sont des frères,

---

<sup>25</sup> « En réponse à Kropotkine », *Mother Earth* Vol. IX, No. 9, novembre 1914.

et les tyrans des ennemis »<sup>26</sup>. Il précise que les théoriciens de cette époque avaient « omis le cas où les tyrans et le peuple font un, auquel cas il eût fallu dire : “Les peuples seraient des frères, s’ils ne suivaient leurs tyrans qui les rendent ennemis”. » Il est clair que Kropotkine pense à l’Allemagne. Son raisonnement, qui touche à la question de la responsabilité collective des peuples, est assez proche de celui de Bakounine, qui écrit dans *L’Empire knouto-germanique* : « Chaque peuple étant plus ou moins solidaire et responsable des actes commis par son État, en son nom et par son bras, jusqu’à ce qu’il ait renversé et détruit cet État<sup>27</sup>... » L’ironie de l’histoire est que dans le cas de Bakounine, c’est du peuple russe qu’il s’agit ! Il est vrai que Bakounine ajoute : « Mais si cela est vrai pour la Russie, cela doit être vrai pour l’Allemagne »...

Au moment de la rédaction du « Manifeste des Seize », Kropotkine rappelle à Marie Goldsmith que « l’Internationale – la première, la vraie » avait proclamé « l’indépendance des nations et la révolte des nations opprimées contre les peuples qui les oppriment en obéissant aux tyrans »<sup>28</sup>.

C’est à juste titre que Kropotkine écrit que « c’est en proclamant *le devoir* de toutes les nations libres d’aider le peuple polonais, insurgé en 1863, à se débarrasser du joug de l’autocrate russe, soutenu par son peuple dans ce crime d’oppression, que fut fondée l’Internationale. » Marx à l’époque était très soucieux d’obtenir le soutien international à la cause polonaise, moins par empathie pour les Polonais que parce qu’une Pologne indépendante constituerait contre la Russie un « rempart de vingt millions de héros »<sup>29</sup>.

---

<sup>26</sup> Lettre à Marie Goldsmith, 23 février 1916, *loc. cit.*

<sup>27</sup> Bakounine, *L’Empire knouto-germanique*, éditions Champ libre, VIII, 59.

<sup>28</sup> *Ibid.*

<sup>29</sup> *La Nouvelle Gazette rhénane*, « La Pologne, la Russie, l’Eu-

Dans sa réponse à Kropotkine, Berkman rappelle que le vieux révolutionnaire avait toujours dit que « la raison de la guerre moderne est toujours la compétition pour les marchés », et il fait remarquer que « dans la lettre au professeur Steffen, Kropotkine oublie bizarrement de mentionner *la classe ouvrière* des puissances combattantes », *ce qui n'est pas exact*. Berkman demande encore : « Mais où sont les *ouvriers* là-dedans ? » Mais Kropotkine aussi, demande : où sont les ouvriers ? *Ils sont au front*. D'ailleurs Berkman répond lui-même à sa propre question, d'une certaine manière : « Le militarisme d'un pays — *de n'importe quel pays* — ne repose-t-il pas sur le consentement du peuple » ? Pour sortir de la guerre, précise-t-il encore, « Kropotkine n'a-t-il pas toujours affirmé que seules la conscience révolutionnaire et la solidarité économique des travailleurs pouvaient forcer le capital et le gouvernement à y mettre fin et, en dernier lieu, à l'abolir ? » Précisément, en 1914, en 1916, où est « la conscience révolutionnaire et la solidarité économique des travailleurs » ? Et si on ne parvient pas à faire surgir l'une ou l'autre, que faut-il faire ?

Or les signataires du « Manifeste des Seize » affirment qu'ils seraient enchantés de voir les conditions de paix discutées par les travailleurs européens, mais encore faut-il que le peuple allemand se rende compte qu'il s'est laissé tromper, qu'il ne se bat pas pour défendre son territoire mais qu'il a au contraire été lancé dans une guerre de conquêtes. La presse allemande, dit le « Manifeste des Seize », « prépare la nation à l'idée de l'annexion de la Belgique et des départements du Nord de la France. Et il n'y a pas, en Allemagne, de force capable de s'y opposer. Les travailleurs, qui auraient dû élever leur voix contre

---

rope », 9 juin 1848. Marx reprend l'image du « rempart » dans un discours sur la célébration du quatrième anniversaire de l'insurrection polonaise de 1863, dans lequel il déclare qu'il faut « rétablir l'intégrité de la Pologne, plaçant entre elle-même et l'Asie un rempart de vingt millions de héros ».

les conquêtes, ne le font pas. » On verra (*infra* III, ch.3) que les dirigeants social-démocrates allemands avaient totalement assimilé que l'annexion de la Belgique et du quart de la France était un fait irréversible.

Que répondent les anarchistes « orthodoxes » ? Ils répondent, comme Malatesta, que tant qu'à faire, il vaut mieux subir une occupation étrangère que d'accepter de faire la guerre, parce qu'alors on peut reprendre la lutte sociale, ce qui relève d'une invraisemblable naïveté.

Si, comme le craint Kropotkine, l'Allemagne intègre la Hollande et la Belgique à son empire, occupe Anvers et Calais, la Champagne, s'approprie les colonies de la France, de la Belgique et des Pays-Bas, il se créera – sans que la classe ouvrière allemande ne réagisse – une formidable puissance économique et militaire. Et ce ne sera pas pour lutter contre la Russie : « La fable du combat contre la Russie dans les plaines de France et de Belgique, qui est aujourd'hui reprise par la presse allemande, a été concoctée pour l'exportation vers la Suède et les États-Unis ; mais il n'y a pas un seul allemand intelligent en Allemagne même qui ne sache pas que les ennemis visés sont la Grande-Bretagne et la France<sup>30</sup>. »

La position de Kropotkine a évolué depuis 1912 : alors que dans « La Guerre » l'Allemagne était en quelque sorte un « second couteau » dans les rivalités inter-impérialistes, elle en est maintenant un acteur majeur. Berkman a tort lorsqu'il affirme que « le militarisme prussien n'est pas une plus grande menace pour la vie et la liberté que l'autocratie tsariste ». (Notons bien que Berkman parle de *militarisme* prussien et *d'autocratie* russe.)

---

<sup>30</sup> « Kropotkine sur la présente guerre », lettre de Kropotkine au Pr Gustav Steffen, *Mother Earth* Vol. IX. No. 9 Novembre 1914.

Les autocraties prussienne et russe sont tout d'abord une menace pour leur propre population. La question est de savoir dans quelle mesure elles sont une menace au-delà de leurs frontières. Bakounine avait montré que la Russie était une puissance sur le déclin, dont les institutions politiques étaient minées par l'inefficacité et la corruption, et dont l'industrie était insignifiante en comparaison de celle de l'Allemagne qui avait créé un système étatique efficace, une administration performante, une économie en expansion, qui disposait d'un système éducatif très efficace, etc. Il en résultait que le *militarisme* allemand était une plus grande menace que l'autocratie russe (sauf pour les pays d'Asie centrale, sous-développés, vers lesquels l'expansionnisme russe se tournait).

« La guerre a presque éclaté en juin 1911 », écrit Kropotkine à Steffen. Les deux pays étaient en rivalité violente pour le contrôle du Maroc. En mai 1911 la France occupe la ville de Fès. Commence alors une escalade de menaces. L'Allemagne envoie une canonnière dans la rade d'Agadir. Le Kaiser, isolé sur le plan international, préfère reculer. Tout ça dans une frénésie nationaliste dans la presse des deux pays. Ce n'est que partie remise.

L'exemple d'Albert Südekum que Kropotkine évoque est assez significatif de l'état d'esprit de nombreux social-démocrates allemands de l'époque. Südekum faisait partie de l'aile droite (très à droite) du parti socialiste. Il fut député au Reichstag de 1900 à 1918, puis ministre des finances de Prusse de novembre 1918 à mars 1920. Comme « agent » du gouvernement, il accomplit des missions politiques dans les pays neutres pour convaincre les partis socialistes de défendre une politique de neutralité à l'égard du Reich allemand, présenté comme menacé par la Russie. Apparemment la mission de Südekum ne remporta pas un grand succès. Trotsky raconte : « Mécontent du résultat de sa mission en Italie, Südekum accuse les

Italiens de ne pas comprendre “l’entité”<sup>31</sup> du Tzarisme. » Trotsky ajoute une remarque très pertinente, qui pourrait être intégralement reprise de Bakounine :

« Une personne sensée ne pourra jamais admettre que le Tzarisme soit haï par les réactionnaires allemands. Au contraire. Après et pendant la guerre, le Tzarisme demeure la forme de gouvernement la plus proche de celle de l’Empire allemand<sup>32</sup>. »

Kropotkine ajouta à sa lettre à Steffen trois paragraphes qui peuvent servir de conclusion. Il expose une sorte de programme immédiat :

1. « La guerre ne peut pas être combattue par des rêves pacifistes » (...) pas plus qu’elle ne peut être combattue par cette sorte de propagande antimilitariste qui a été menée jusqu’à maintenant »

2. « Les causes de la guerre doivent être attaquées à la racine. » Kropotkine espère que cette guerre « ouvrira les yeux des masses ouvrières et d’un grand nombre d’hommes parmi les classes moyennes éduquées ».

3. En attendant, « Les territoires de la France et de la Belgique doivent être libérés des envahisseurs »

Dans sa réponse à Kropotkine, Berkman se trouve dans le registre moral : il condamne « sans réserve toutes les guerres capitalistes, quels que soient les sophismes employés pour défendre l’une ou l’autre bande de pirates et exploités comme plus libéraux » (qu’en est-il des guerres qui ne seraient pas capitalistes ?).

---

<sup>31</sup> Dans un autre passage du livre, Trotsky parle de « l’essence » du tsarisme, ce qui paraît plus adéquat. Erreur du traducteur ou du linotypiste ?

<sup>32</sup> Léon Trotsky, *La guerre et la révolution. Le naufrage de la II<sup>e</sup> Internationale. Les débuts de la III<sup>e</sup> Internationale*. Tome I. (1922). Tête de Feuilles, 1974.

Kropotkine peut être d'accord avec Berkman lorsque ce dernier dit que « la guerre est le jeu des maîtres, toujours aux dépens des ouvriers dupés », mais le révolutionnaire russe semble penser que ce sont surtout les ouvriers allemands qui ont été dupés, ce qui n'est pas entièrement faux si on met en regard d'une part les efforts faits jusqu'au dernier moment par les dirigeants de la CGT pour négocier avec leurs homologues allemands une action commune contre la guerre, d'autre part les manipulations exercées par ces derniers à l'encontre des ouvriers allemands.

Kropotkine et Berkman se situent sur deux registres totalement différents : le premier considère les faits et envisage leurs évolutions possibles. Il analyse la stratégie de l'état-major allemand à partir des territoires que l'armée du Reich occupe déjà et anticipe sur les projets d'expansion territoriale. Considérant ces évolutions inacceptables, il choisit son parti.

Le second se place sur un plan moral : la guerre est un mal en soi, aucune explication géopolitique, assimilée à un « artifice de la haute politique », n'est acceptable.

### **3) « L'Internationale Anarchiste et la Guerre »**

Le manifeste intitulé « L'Internationale Anarchiste et la Guerre » fut publié le 12 février 1915, c'est-à-dire presque exactement un an avant le « Manifeste des Seize ». On y lit notamment :

« ...il n'y a pas de distinction possible entre les guerres offensives et les guerres défensives (...). Notre rôle c'est d'appeler les esclaves à la révolte contre leurs maîtres. La propagande et l'action anarchiste doivent s'appliquer avec persévérance à affaiblir et à désagréger les divers États, à cultiver l'esprit de révolte et à faire naître le mécontentement dans les peuples et les armées. »

Le document ne désigne pas de responsable au conflit. Celui-ci est le résultat de l'inégalité économique et sociale, de l'antagonisme sauvage des intérêts. La guerre était inévitable, car les budgets militaires étaient en augmentation constante depuis un demi-siècle. Aussi ne peut-on faire de distinction entre guerre offensive et guerre défensive. Chaque belligérant fait assaut de preuves de sa bonne foi :

« Dans le conflit actuel, les gouvernements de Berlin et de Vienne se sont justifiés avec des documents non moins authentiques que les gouvernements de Paris, de Londres, et de Pétrograd ; c'est à qui de ceux-ci ou de ceux-là produira les documents les plus indiscutables et plus décisifs pour établir sa bonne foi, et se présenter comme l'immaculé défenseur du droit et de la liberté, le champion de la civilisation. »

Ne pas désigner un responsable au conflit relève d'une position de principe : la guerre est condamnable en soi, il ne saurait donc y avoir d'agresseur ni d'agressé. Il est certain que lorsqu'on cherche à comprendre comment une guerre a commencé on peut être tenté de triturer la vérité pour désigner un coupable plutôt qu'un autre. Mais le fait que ce risque existe ne suffit pas pour disqualifier toute analyse historique. Les proclamations internationalistes ont le défaut précisément de refuser toute analyse réelle du contexte et des faits.

« L'Internationale Anarchiste et la Guerre » affirme qu'aucun État n'est compétent pour revendiquer les valeurs de la civilisation, et le texte ne manque pas, pour ce qui est du gouvernement français, d'évoquer « Biribi, les sanglantes conquêtes du Tonkin, de Madagascar, du Maroc, avec le recrutement forcé des troupes noires », et qui maintient en prison depuis des années des « camarades coupables seulement d'avoir parlé et écrit contre la guerre ». C'est, rappelons-le, une époque où un pauvre prend huit ans de prison pour avoir volé un lapin. Aucun

des États belligérants n'a le droit de se réclamer de la civilisation, parce que la cause première de la guerre réside « uniquement dans l'existence de l'État, qui est la forme politique du privilège » ; il est « l'oppression organisée au profit d'une minorité de privilégiés », oppression soutenue par les partis politiques, « même d'opposition », et avec l'aide de la presse.

« Le rôle des anarchistes, quels que soient l'endroit ou la situation dans lesquels ils se trouvent, dans la tragédie actuelle, est de continuer à proclamer qu'il n'y a qu'une seule guerre de libération : celle qui dans tous les pays, est menée par les opprimés contre les oppresseurs, par les exploités contre les exploités. »

Il faut donc s'atteler à « affaiblir et à désagréger les divers États, à cultiver l'esprit de révolte, et à faire naître le mécontentement dans les peuples et dans les armées ». Il faut « profiter de tous les mouvements de révolte de tous les mécontentements, pour fomenter l'insurrection, pour organiser la révolution ». C'est un document qu'on pourrait qualifier de « classique » dans la littérature internationaliste : la guerre est le produit du capitalisme, elle est mise en œuvre par les États. Les ouvriers, les paysans, le peuple d'une façon générale n'ont rien à y gagner. Il faut transformer la guerre en révolution.

« L'Internationale Anarchiste et la Guerre » pose les principes généraux qu'il convient d'adopter en cas de guerre, mais rien d'autre. L'ensemble des belligérants sont mis dos à dos. Il n'y a aucune analyse sur la situation concrète au moment où le texte est rédigé, sur la situation internationale. Il pourrait pratiquement s'appliquer à n'importe quelle guerre, à n'importe quel moment. Il en est tout autrement du « Manifeste des Seize ».

#### 4) Le « Manifeste des Seize »

Kropotkine et quelques anarchistes de l'époque considéraient que l'Allemagne était l'agresseur, constat confirmé d'une certaine manière par l'occupation de la Belgique, du quart de la France et d'une grande partie de la Russie d'Europe. L'Allemagne était vue comme le modèle de l'étatisme et du militarisme, tandis que la France était la patrie de la révolution de 1789. Une victoire allemande aurait donc été une immense régression pour l'Europe tout entière. Ce courant, qualifié de « défensiste » rédigea un manifeste connu sous le nom de « Manifeste des Seize » qui suscita un grand émoi dans le mouvement libertaire, mais qui n'eut bien entendu, aucune influence réelle sur le déroulement ultérieur de la guerre – un point sur lequel les signataires auraient dû réfléchir.

On retrouve dans le « Manifeste des Seize » beaucoup d'éléments de la lettre à August Steffen<sup>33</sup>. Il faut souligner cependant une différence importante avec le texte intitulé « La Guerre » que Kropotkine avait écrit en 1912 : l'Allemagne n'est plus désormais un « second couteau » dans les rapports inter-impérialistes, elle est un acteur majeur.

Signé le 28 février 1916, le Manifeste fut publié le 14 mars 1916 dans le quotidien syndicaliste *La Bataille*. Kropotkine désignait ce texte sous l'appellation de « Projet de déclaration sur la "paix" ». Dans le numéro du 14 avril 1916 de *La libre Fédération* de Lausanne, le 14 avril, une centaine d'adhésions nouvelles se manifestèrent qui « émanaient de camarades français, italiens (les plus

---

<sup>33</sup> Maurice Laisant écrit que le « Manifeste des Seize » fut rédigé « à l'instigation de Jean Grave ». Michaël Confino écrit à ce sujet : « Kropotkine indique [...] (lettre du 8 février 1916) que ce fut lui qui rédigea le Manifeste des Seize, puis le soumit, pour amendements et approbation, aux autres signataires. » (« Anarchisme et internationalisme. Autour du Manifeste des Seize. Correspondance inédite de Pierre Kropotkine et de Marie Goldsmith, janvier-mars 1916. » *Cahiers du monde russe et soviétique*, 1981, vol. 22, n° 22-2-3.)

nombreux), quelques-uns de Suisse, d'Angleterre, de Belgique et du Portugal. Certaines étaient suivies de ces deux mots curieux : "Aux Armées" »<sup>34</sup>, selon Hem Day<sup>35</sup>.

Les anarchistes « orthodoxes », ou internationalistes, étaient incontestablement majoritaires et considéraient la guerre du seul point de vue des principes, qui ne pouvaient pas être contestés : la guerre était l'aboutissement du système capitaliste et de l'État. Les anarchistes étant opposés à l'un et à l'autre, remettre en cause le principe de l'opposition à toute guerre n'était pas envisageable : elle était un « règlement de comptes entre larrons impérialistes » et peu importait qui était l'agresseur ou l'agressé, le vainqueur ou le vaincu. Seule importait la lutte contre le militarisme, le patriotisme et pour la révolution sociale.

Les signataires du « Manifeste des Seize » opposaient à l'orthodoxie stricte de la majorité du mouvement anarchiste une vision relativiste de la situation. Cela apparaît très clairement dans un texte de Jean Grave paru en septembre 1922. Grave affirme que lui et ses amis sont parfaitement internationalistes et que « jusqu'à la déclaration de la guerre » ils ont combattu le militarisme : « mes camarades et moi, nous pouvons nous vanter d'avoir mené cette campagne mieux que qui ce soit », dit-il. Jean Grave ajoute une chose curieuse ; leur seul tort est « d'avoir raisonné comme si les anarchistes devaient être maîtres des événements ». Cela signifie-t-il que les signataires pensaient que le « Manifeste des Seize » allait réellement influencer sur le cours de la guerre ?

Grave reconnaît que d'un point de vue abstrait, « un gouvernement vaut l'autre ». Mais dans la pratique ce raisonnement ne tient pas. Sous certains gouvernements, « au prix de quelques mois de prison, de quelques tracas-

---

<sup>34</sup> Cela signifiait que le signataire était sous les drapeaux.

<sup>35</sup> « Les anarchistes et la Guerre mondiale. » Source : *Encyclopédie anarchiste*.

series, la propagande de nos idées est possible ». Sous d'autres gouvernements, elle est impossible. Jean Grave pose donc la question : « Sous prétexte que nous ne voulons aucun gouvernement, faut-il en conclure que s'il se présentait une tentative de nous imposer un régime comme celui du tsarisme par exemple, les anarchistes devraient se croiser les bras et laisser faire ? » Là se trouve peut-être la ligne de clivage entre anarchistes orthodoxes et signataires du « Manifeste des Seize ». Pour Grave, « on ne parvient à augmenter la somme de liberté dont on jouit, qu'à condition de savoir défendre celles qu'on possède déjà ». Selon Grave, la victoire allemande aurait été, « pour un siècle au moins », la mort de toute idée d'émancipation dans toute l'Europe : « Cela, pour moi et mes co-signataires, était indéniable ». La question est de savoir si Grave avait raison.

Selon le Manifeste, le peuple allemand s'est laissé tromper en 1914 : il croyait réellement défendre son territoire. Mais les travailleurs allemands devraient avoir compris maintenant que les plans d'invasion de la France, de la Belgique, de la Russie, avaient été préparés de longue date : « maintenant, après vingt mois de guerre et de pertes effroyables, ils devraient bien s'apercevoir que les conquêtes faites par l'armée allemande ne pourront être maintenues ». Il revient donc aux travailleurs allemands de reconnaître qu'ils ont été trompés ; il leur faut refuser toute annexion ou toute idée d'indemnité de guerre au profit de l'Allemagne, et admettre en revanche que l'Allemagne doit « réparer les dégâts matériels causés par les envahisseurs chez leurs voisins ». C'est à ces conditions, dit le « Manifeste », qu'« il pourrait y avoir un terrain d'entente pour un commencement de discussion concernant la paix ».

« Malheureusement, on ne voit pas, jusqu'à présent, des symptômes du réveil, dans ce sens, du peuple

allemand. » D'autant moins qu'au moment même où le « Manifeste des Seize » est rédigé, la France est en très mauvaise posture. Il est à peu près certain que ses rédacteurs pensent alors que la France est en train de perdre la guerre : en témoigne le fait qu'il y est dit que les Allemands ne doivent pas *réclamer* d'indemnité de guerre.

A peu près un an avant la rédaction du « Manifeste des Seize », du 5 au 8 septembre 1915, avait eu lieu à Zimmerwald, en Suisse, une conférence rassemblant des socialistes opposés aux partis officiels, attachés à l'internationalisme et opposés au nationalisme et au chauvinisme. Trente-huit délégués de différents pays d'Europe étaient rassemblés : suisses, suédois, norvégiens, néerlandais, polonais, roumains, allemands, français, russes, italiens, britanniques, bulgares, ainsi que des représentants du Bund, l'organisation socialiste des travailleurs juifs en Europe de l'Est.

Il est significatif que pratiquement dès le début du « Manifeste des Seize », celui-ci s'évertue à disqualifier la conférence de Zimmerwald : « On a parlé de la conférence de Zimmerwald, mais il a manqué à cette conférence l'essentiel : la représentation des travailleurs allemands. » C'est absolument faux. Le SPD, parti socialiste officiel en Allemagne, n'a pas été invité – pas plus que la SFIO française – à cause de leur soutien à la guerre. Cependant, il y eut des représentants allemands à la conférence : Adolf Hoffmann et Georg Ledebour.

Soulignons que l'un d'eux, Ledebour, s'était systématiquement opposé, avant la guerre, aux propositions faites par la CGT d'envisager une action commune en cas de déclenchement des hostilités entre les deux pays. En outre, Ledebour fit partie d'une délégation des « hommes de confiance » de tous les partis du Reich à qui le ministre allemand de la Guerre voulait faire accepter le vote d'un crédit de guerre exceptionnel afin d'accélérer le ré-

armement. A la même époque, les socialistes allemands assuraient leurs naïfs homologues français que *jamais* l'Allemagne n'attaquerait la France. Bebel, qui faisait partie de la délégation social-démocrate, accepta le projet du ministre de la Guerre sous réserve de quelques concessions de forme. Ledebour était sans doute l'un des dirigeants social-démocrates allemands les moins qualifiés pour participer à la conférence de Zimmerwald.

En fait, Kropotkine est persuadé que les « zimmerwaldiens » sont pro-allemands : l'entrée en guerre de la Roumanie aux côtés des Alliés lui fait dire : « ... c'est une preuve que les neutres ne croient plus à la victoire de l'Allemagne, dont les Zimmerwaldiens voulaient nous persuader »<sup>36</sup>. Kropotkine semble penser que la conférence de Zimmerwald n'eut lieu que parce que l'Allemagne était en position forte – ce qui était le cas en 1915 – et qu'une négociation sur la paix aurait été favorable à l'Allemagne. De fait, l'opposition catégorique de Kropotkine aux options de Zimmerwald vient de ce qu'il pense qu'un arrêt de la guerre inconditionnel et immédiat donne en fait des avantages stratégiques et diplomatiques énormes à l'Allemagne, qui occupe dix départements du Nord de la France, la Belgique et une grande partie de l'empire russe. Une négociation, dans ces conditions, aboutirait à ce que l'Allemagne conserve une partie de ses gains territoriaux, sans parler des 18 milliards d'emprunts russes qui n'avaient alors pas subi le destin qu'on leur connaît.... C'est la raison pour laquelle les anarchistes « défensistes » sont catégoriquement opposés au slogan de « paix immédiate ». Kropotkine n'est pas loin de penser que la conférence de Zimmerwald a pour objectif implicite de servir les intérêts allemands en cas de « paix immédiate ».

---

<sup>36</sup> Lettre de Kropotkine à J. Guérin, 4 septembre 1916, in *Les Temps nouveaux* n° 8, 15 février 1920.

La conférence de Zimmerwald s'acheva par la rédaction d'un manifeste dont l'un des chapitres est une « Déclaration franco-allemande commune aux socialistes et syndicalistes français et allemands », qui dit notamment :

« Après un an de massacre, le caractère nettement impérialiste de la guerre s'est de plus en plus affirmé ; c'est la preuve qu'elle a ses causes dans la politique impérialiste et coloniale de tous les gouvernements, qui resteront responsables du déchaînement de ce carnage. »

Pour être exact, la « Déclaration franco-allemande » aurait dû être « commune aux socialistes allemands et aux *syndicalistes* français », les deux représentants français étant des militants de la CGT. Le Manifeste de Zimmerwald appelle les travailleurs de tous les pays à s'unir contre la guerre : « Il faut entreprendre cette lutte pour la paix, pour la paix sans annexions ni indemnités de guerre. Mais une telle paix n'est possible qu'à condition de condamner toute pensée de violation des droits et des libertés des peuples ». C'est en partie ce que pense Kropotkine : il ne doit pas y avoir d'annexion – mais il considère que l'Allemagne doit réparer les dégâts qu'elle a causés aux pays occupés.

La composition des participants à la conférence était hétéroclite. La majorité était pacifiste et souhaitait que la conférence affirme la volonté de défendre l'internationalisme et s'opposait à la guerre impérialiste. Une minorité insistait sur la trahison de la II<sup>e</sup> Internationale et sur la nécessité de rompre avec les social-démocrates et de fonder une nouvelle Internationale.

Une autre conférence internationaliste eut lieu en avril 1916 à Kienthal, un mois après la rédaction du « Manifeste des Seize ».

Ces deux conférences n'eurent pas plus d'effet concret immédiat sur le déroulement de la guerre que n'en eut le « Manifeste des Seize », mais elles eurent le

mérite de réaffirmer des positions de principe.

Le « Manifeste des Seize » constate que le gouvernement allemand se prépare à de nouvelles offensives – ce qui est vrai. Se fondant sur la *Neue Zuercher Zeitung* et la *Norddeutsche Zeitung*, le Manifeste affirme que dans l'hypothèse où une paix serait signée, la plupart de la Belgique serait évacuée contre des gages : « Quels seraient ces gages ? Les mines de charbon belges, le Congo ? » et une forte contribution annuelle. Quant au territoire français, il serait évacué « ainsi que la partie de la Lorraine où on parle français », contre une contribution de 18 milliards.

Quel est le point de vue de la presse allemande ?

« La presse bourgeoise prépare la nation à l'idée de l'annexion pure et simple de la Belgique et des départements du Nord de la France. Et, il n'y a pas, en Allemagne, de force capable de s'y opposer. Les travailleurs, qui auraient dû élever leur voix contre les conquêtes, ne le font pas. Les ouvriers syndiqués se laissent entraîner par la fièvre impérialiste, et le parti social-démocrate, trop faible pour influencer les décisions du gouvernement concernant la paix, même s'il représentait une masse compacte – se trouve divisé, sur cette question, en deux partis hostiles, et la majorité du parti marche avec le gouvernement. »

Sur la volonté allemande d'annexion de la Belgique, le « Manifeste des Seize » ne se trompe pas. Dans son interview avec Edward Hunt, un humanitaire américain, Kautsky avait déclaré ; « Vous pouvez voir que les journaux préparent la nation pour l'annexion finale de la Belgique ». Kautsky ajoute une remarque qui manifestement choque l'Américain : « Nous avons acheté cette province avec notre sang. » Remarque intéressante, qui montre que le social-démocrate a manifestement intégré l'idée de l'annexion de ce pays, qualifié de *province*. L'Américain

fait d'ailleurs remarquer que son interlocuteur ne parle aucunement du *sang belge* <sup>37</sup>.

Le « Manifeste des Seize » conclut que « parler de paix en ce moment, c'est faire précisément le jeu du parti ministériel allemand de Bülow et de ses agents » : à la veille de la bataille de la Marne, l'Allemagne est en effet en position de force et toute discussion de paix ne pourrait que tourner à son avantage <sup>38</sup>.

Dans une lettre à J. Guérin datée du 28 juillet 1916, Kropotkine écrit à ce sujet :

« Les faits confirment de plus en plus notre manière de voir, exprimée dans la "Déclaration". Bülow et ses douze secrétaires avaient fortement manœuvré en Suisse pour semer les bruits de paix et pour tâcher de des défenseurs à cette idée. Maintenant on voit que le gouvernement allemand n'a jamais pensé de lâcher une seule de ses conquêtes sans recevoir de fortes contributions en échange et sans retenir les parties de territoires envahis en Belgique et en France qui lui souriaient le plus. Il faut être suprêmement naïf pour ne pas voir que c'était un moyen de semer la discorde dans les nations alliées, parce que les Allemands savaient bien, j'en suis sûr, quelle sorte d'offensive se préparait pour l'été. Espérons qu'elle réussira et que les Allemands s'aperçoivent bientôt qu'envahir un territoire et le fortifier n'est pas encore le conquérir. »

Les signataires du « Manifeste des Seize » s'élèvent contre les illusions des libertaires concernant les « dispositions pacifiques de ceux qui dirigent les destinées de l'Allemagne ». Ils préfèrent « regarder le danger en face

---

<sup>37</sup> Cf. *War Bread. A personal narrative of the war and relief in Belgium*, Edward Eyre Hunt, American delegate of the commission for relief in Belgium in charge of the province of Atwerp. New York, Henry Holt and Company, 1916. (p. 63.)

<sup>38</sup> *Les Temps nouveaux* n° 8, 15 février 1920.

et chercher ce qu'il y a à faire pour y parer ». Ce qui est désigné comme l'agression allemande est considéré par les signataires comme une menace non seulement contre les « espoirs d'émancipation », mais aussi « contre toute l'évolution humaine » :

« C'est pourquoi nous, anarchistes, nous antimilitaristes, nous, ennemis de la guerre, nous, partisans passionnés de la paix et de la fraternité des peuples, nous nous sommes rangés du côté de la résistance et nous n'avons pas cru devoir séparer notre sort de celui du reste de la population. »

Le « pragmatisme » de la déclaration se manifeste dans le fait que les signataires auraient préféré voir la population prendre en mains sa propre défense – sans toutefois que le document précise s'il s'agit de la défense du territoire national ou d'une défense en vue de réaliser la révolution sociale. Mais, « ceci ayant été impossible, il n'y avait qu'à subir ce qui ne pouvait être changé ». Ce point constitue sans doute le pivot du « Manifeste des Seize ». Si, en cas de guerre, les positions internationalistes n'aboutissent pas à un arrêt des hostilités et si l'un des belligérants occupe tout ou partie du territoire du vaincu, que faut-il faire ? Les proclamations issues du mouvement anarchiste « orthodoxe » ne répondent pas à cette question, sinon en disant, comme Malatesta, qu'il vaut mieux subir une occupation plutôt que de faire la guerre, car dans ce cas on peut poursuivre la lutte sociale – position plutôt naïve : l'expérience de la guerre suivante a montré ce qu'il en était des luttes sociales sous l'occupation allemande alors que les ressources industrielles et agricoles du pays étaient littéralement razzées par l'occupant et que la population crevait de faim.

Le « Manifeste des Seize » se contente de dire que la population allemande doit revenir à « de plus saines notions de la justice et du droit » et renoncer à servir « d'instrument aux projets de domination politique pan-

germaniste ». La question est donc de savoir s'il y a effectivement des « projets de domination politique pangermaniste ».

Certes, affirme le Manifeste, nous sommes internationalistes, nous voulons l'union des peuples et la disparition des frontières, la réconciliation avec le peuple allemand. Mais c'est précisément pour cette raison que « nous pensons qu'il faut résister à un agresseur qui représente l'anéantissement de tous nos espoirs d'affranchissement ». Il n'est pas question de parler de paix avec un parti qui a fait de l'Europe, pendant quarante ans, un « vaste camp retranché ». Ce serait « l'erreur la plus désastreuse que l'on puisse commettre ». Il est nécessaire de résister afin de « préparer la voie à la population allemande restée saine et lui donner les moyens de se débarrasser de ce parti. Que nos camarades allemands comprennent que c'est la seule issue avantageuse aux deux côtés et nous sommes prêts à collaborer avec eux ».

Le « Manifeste des Seize », au contraire des textes internationalistes habituels, ne se place pas sur un registre « proclamatif », sur le mode de : « Travailleurs de tous les pays, unissez-vous », sans que ceux qui rédigent ces proclamations puissent faire grand chose pour changer l'état réel des choses. Il se place sur un registre « analytique », ou « pragmatique », qui se borne à constater la réalité des faits. Il est dit, par conséquent, que :

1. Le contexte est absolument défavorable à toute discussion de paix. En effet, négocier la paix alors que la Belgique, dix départements du Nord de la France et une grande partie de l'empire russe sont occupés met l'Allemagne dans une position favorable.

2. Par conséquent il faut renforcer l'effort de guerre, dans la mesure où une victoire allemande aurait des conséquences tragiques, sur le plan politique (écrasement du socialisme français), culturel (hégémonie allemande)

et économique (perte de régions vitales au pays et paiement des réparations de guerre).

A partir de ces prémices, la position défendue par le « Manifeste des Seize » découle logiquement. C'est un document parfaitement cohérent. A l'examen, on ne peut s'empêcher de penser que ce texte a, par anticipation, quelque chose d'anti-munichois.

La question qui se pose est que même si l'analyse factuelle faite par le texte est juste, les signataires avaient-ils raison de le signer ? Il paraît évident que l'absence de discernement dont Kropotkine a fait preuve relève d'un fond de germanophobie qu'on retrouve même dans ses textes théoriques lorsqu'il parle de la philosophie allemande, de Hegel, de la « dialectique ».

Les prises de position de Kropotkine en 1916 – extrêmement minoritaires dans le mouvement anarchiste de l'époque, rappelons-le – se fondent sur des analyses étonnamment semblables à celles que firent Bakounine en 1870-1871. Comme Bakounine, il souhaitait la transformation de la guerre en révolution sociale – fait qui est très peu souligné. Malheureusement pour lui, ses prises de position en faveur de la France ne furent pas accompagnées d'une seconde insurrection communaliste.

Un théoricien révolutionnaire peut-il se limiter au registre pragmatique, quel que soit le caractère évident et convainquant de celui-ci, *lorsque des principes essentiels sont en cause* ? Si le théoricien veut conserver sa qualité de révolutionnaire, la réponse est clairement non. Lorsqu'on est dans le registre pragmatique, on est dans l'indétermination, on ne peut prévoir comment les événements finiront par tourner. Or les principes sont la seule chose qui reste lorsqu'on ne peut pas réellement peser sur les événements – ce qui était évidemment le cas de Kropotkine en 1916.

Y avait-il une autre voie que la signature du « Mani-

feste des Seize » ? Une voie qui permettait aux signataires de faire « passer le message » concernant les conséquences d'une éventuelle victoire allemande, tout en préservant les principes internationalistes ? Kropotkine aurait tout aussi bien pu rédiger un manifeste dans lequel il dénonçait par anticipation les conséquences prévisibles d'une domination allemande sur l'Europe, tout en appelant les prolétaires à ne pas se massacrer mutuellement. Une telle déclaration aurait sans doute même eu beaucoup plus d'impact, mais il fallait compter avec l'orgueil d'une personnalité autoritaire comme celle de Kropotkine, convaincu d'avoir raison contre tout le monde. On retrouve d'ailleurs le même orgueil autoritaire chez Jean Grave, qui traite d'« imbéciles » les gens qui ne sont pas d'accord avec lui.

Marie Goldsmith partageait le point de vue « défensiste » de Kropotkine mais refusa de signer le « Manifeste des Seize ». Elle « avait préféré exprimer son soutien par des articles où elle pouvait en même temps formuler ses réserves et les nuances de son opinion personnelle », écrit Michael Confino <sup>39</sup>.

Si Kropotkine avait agi ainsi, il aurait fait passer le même message sans semer la pagaille dans le mouvement anarchiste.

---

<sup>39</sup> « Anarchisme et internationalisme. Autour du Manifeste des Seize. Correspondance inédite de Pierre Kropotkine et de Marie Goldsmith, janvier-mars 1916. » *Cahiers du monde russe et soviétique*, 1981, vol. 22, n° 22-2-3.

## 5) Maurice Laisant et Hem Day

Lorsque la Première Guerre mondiale éclate, de nombreux militants libertaires sont frappés de désarroi devant ce que Maurice Laisant appelle « la grande faillite ». Maurice Laisant écrivit dans *Le Monde libertaire*, en septembre 1964 un article sur les anarchistes pendant la guerre, qui a le mérite de tenter de faire « l'étude générale des événements et du comportement de tous » et de rappeler « le climat qui présida à la déclaration de guerre de 1914 ». L'attentat de Sarajevo y est présenté comme un prétexte pour déclencher la guerre. La Russie, dit Laisant, est inquiète du développement industriel de l'Allemagne et veut « s'opposer à une expansion possible du pangermanisme ». L'Angleterre s'inquiète de voir un nouveau concurrent sur les mers. En France, « le mouvement social se développe dangereusement pour le pouvoir dans le même temps où la réaction et le bellicisme accèdent à la présidence de la république en la personne de Raymond Poincaré, l'homme de la revanche ».

Mais, selon Maurice Laisant, le plus grand danger pour les gouvernants, qu'il fallait anéantir par la guerre, était l'internationalisme ouvrier, l'« éveil à la conscience de tous les travailleurs ». De nombreux congrès internationaux avaient eu lieu, « assez timides et réformistes à leur début », mais qui se montraient de plus en plus catégoriques. Si, dit encore Laisant, les socialistes divisés ne se regrouperont que tardivement, les syndicalistes, « combien plus solides », vont « jeter les bases d'une future structure sociale ». Laisant fait une précision judicieuse qui éclairera le déroulement ultérieur des faits. Parlant de l'attitude des partis et des syndicats, il dit :

« Faits à signaler, alors que dans presque tous les pays, les seconds n'ont qu'un rôle revendicatif et s'alignent pratiquement sur les premiers, en France la CGT conserve une totale autonomie et se refuse à limiter son rôle à des revendications pécuniaires et à laisser aux politiques la résolution

des problèmes sociaux. Face à celui de la guerre dont divers incidents annoncent la menace, les uns comme les autres préconisent le boycott de la tuerie par la grève générale, la paralysie du pouvoir dans chaque État, la prise des organismes centraux : chemins de fer, PTT, ministères, etc.<sup>40</sup> »

A la veille de la guerre, en juillet 1914, le congrès du parti socialiste français avait déclaré comme « particulièrement efficace » le recours à la grève générale ouvrière simultanément et internationalement organisée dans les pays concernés.

« Deux jours avant la guerre, syndicalistes et socialistes s'élevaient encore contre la possibilité d'une pareille monstruosité<sup>41</sup> », dit Maurice Laisant. Puis, sans transition, les leaders démissionnent. On se précipite effectivement sur les ministères, dit Laisant, mais pas pour paralyser le pays, pas pour couper les communications, mais « simplement pour y trouver un fauteuil doré à la taille d'un Guesde, d'un Sembat ou d'un Jouhaux. Certes, quelques-uns sauveront l'honneur, mais pour un Merheim ou un Monatte<sup>42</sup> en France, un Liebknecht ou une Rosa Luxembourg en Allemagne, un Douchan Popovitch ou un Laptchevitch en Serbie, combien de Vandervelde<sup>43</sup>,

---

<sup>40</sup> Maurice Laisant. « Les anarchistes et l'Internationale durant la Guerre de 1914 », *Le Monde Libertaire*, septembre 1964.

<sup>41</sup> *Ibid.*

<sup>42</sup> Pierre Monatte était certes contre la guerre mais il fut mobilisé et répondit à l'appel sous les drapeaux. « En janvier 1915, il rejoignit le 252<sup>e</sup> régiment à Montélimar où il resta un an avant de partir pour le front où il fit la guerre en premières lignes et où il fut même décoré pour faits de guerre », dit Colette Chambellan dans sa biographie de Monatte. On ne peut certes pas reprocher à Monatte d'avoir été au front dans la mesure où il n'avait sans doute pas trop le choix. Mais cette attitude tranche singulièrement avec celle d'un Gaston Leval qui fut réfractaire, c'est-à-dire déserteur, qui dut s'exiler et paya toute sa vie le choix qu'il avait fait. Sur le fond, l'attitude de Monatte se rapproche finalement plus de celle de Kropotkine que de celle de Leval. Il serait intéressant de recenser tous les militants qui étaient contre la guerre mais qui la firent quand même...

<sup>43</sup> Emile Vandervelde (1866-1938) était secrétaire permanent du Bu-

de Renaudel <sup>44</sup>, d'Albert Thomas <sup>45</sup>, de Compère-Morel <sup>46</sup> ou de Marcel Cachin <sup>47</sup> ? »

Le déclenchement de la guerre a provoqué le désarroi dans le mouvement anarchiste. Tous les théoriciens du mouvement avaient « crevé le paravent des guerres défensives ou de droit pour démasquer les intérêts et les ambitions qu'elles camouflent ; ils avaient rappelé que les travailleurs, n'ayant pas de patrie, n'en ont pas à défendre » ; ils avaient prôné l'internationalisme et la solidarité ouvrière. Ils avaient été d'« irréductibles ennemis de toutes guerres ». Que pouvaient-ils donc faire ?

Après la « trahison des leaders syndicaux » et « l'abandon des socialistes », dit encore Laisant, les anarchistes, « ramenés à leurs seules forces » ne pouvaient prétendre à une « action d'envergure capable de contrecarrer l'immonde fléau <sup>48</sup>. »

---

reau Socialiste International. Il devint ministre du roi des Belges.

<sup>44</sup> Pierre Renaudel (1871-1935) fut un dirigeant national de la SFIO. Proche de Jean Jaurès, il dirigea *l'Humanité* pendant la Première Guerre mondiale. Il choisit une ligne éditoriale favorable à la guerre au nom de la défense de la République.

<sup>45</sup> Albert Thomas (1878-1932), député socialiste de la Seine en 1910, réélu en 1914. Proche de Jaurès. Ce gestionnaire remarquable se voit confier par Alexandre Millerand, ministre de la Guerre, l'organisation de la production du matériel de guerre. Il fait revenir du front les ouvriers qualifiés, a recours au travail des femmes et fait venir des « indigènes » des colonies pour les faire travailler.

<sup>46</sup> Adéodat Compère-Morel (1872-1941) adhère au Parti ouvrier en 1891, puis au Parti socialiste de France en 1902, puis à la SFIO en 1905. Député du Gard en 1909 après trois échecs, réélu jusqu'en 1936. Pendant la Première Guerre mondiale, il fut un des animateurs de la politique de défense nationale du Parti socialiste. Il se rallie à Pétain en 1940.

<sup>47</sup> Marcel Cachin (1869-1958) adhère au Parti ouvrier français de Jules Guesde en 1891, participe au congrès d'Amsterdam en 1904 et de Paris en 1905 et rejoint alors la SFIO à sa fondation. Député de 1914 à 1932 il soutient la politique d'union nationale. En 1917 il est envoyé en mission en Russie. Cachin est l'un des fondateurs du Parti communiste au congrès de Tours en 1920, qui se ralliera à la III<sup>e</sup> Internationale.

<sup>48</sup> Maurice Laisant. « Les anarchistes et l'Internationale durant la Guerre de 1914 », *Le Monde Libertaire*, septembre 1964.

Si quelques individualités ont cédé à ce « vent de folie », ce sont les nôtres, rappelle Laisant, « qui forment la plus large proportion des réfractaires, des déserteurs et des insoumis ». Celui-ci rappelle que le « Manifeste des Seize » avait vu le jour à l'instigation de Jean Grave ; il faisait réponse à la déclaration des internationalistes réfugiés à Londres, laquelle « maintenait la position anarchiste de toujours », et qu'une nouvelle déclaration internationaliste vint faire réponse au « Manifeste des Seize ». Laisant souligne également qu'il convient de distinguer les anarchistes qui ont signé le « Manifeste des Seize » et les socialistes. Si la position des premiers fut une erreur, dit-il, « elle ne fut jamais un calcul ou une trahison. À aucun d'eux, elle n'apportera une prébende, un privilège, un poste honorifique. Tandis que les ministres socialistes se pavanaient, trônaient et se compromettaient avec la réaction, le libertaire Malato <sup>49</sup> (logique avec lui-même) s'engageait alors qu'il en avait passé l'âge. » En 1914, Malato avait 57 ans...

Un autre militant anarchiste, Hem Day, montre qu'on ne peut pas mettre en parallèle l'attitude de la social-démocratie allemande et celle du mouvement anarchiste français. Hem Day dit très justement dans son commentaire sur le « Manifeste des Seize » : « Le mouvement anarchiste, avant 1914, était loin de rallier des masses organisées et disciplinées comme celles des partis politiques et des organisations ouvrières » <sup>50</sup>. Le parti social-démocrate allemand avait, rappelons-le, quatre millions d'adhérents à la veille de la guerre et cent-dix députés au Reichstag dont seulement quinze ont refusé de voter les

---

<sup>49</sup> Charles Malato (1857-1938). Il est déporté en Nouvelle-Calédonie à l'âge de 17 ans avec ses parents, communards. Revenu en France, il collabore aux journaux *La Guerre sociale* et *La Bataille syndicaliste*. Dès le début de la guerre, il rallie l'Union sacrée et signe le « Manifeste des Seize ».

<sup>50</sup> Hem Day, Le « Manifeste des Seize ».

crédits de guerre <sup>51</sup>.

Les positions de Kropotkine sur la guerre n'étaient pas une surprise. Il s'était exprimé là-dessus bien avant que la guerre n'éclate. Des débats intenses avaient eu lieu au sein du groupe Freedom <sup>52</sup>. « ...En cas de conflit entre la France et l'Allemagne, dit Hem Day, il prendrait position pour la France, qu'il trouvait plus évoluée et dont il craignait que la défaite n'entraînât une réaction internationale. »

Lors d'un passage à Paris en 1913 Kropotkine avait en outre déclaré :

« Et la guerre ? J'ai dit lors d'un précédent passage à Paris, à un moment où il était question de guerre aussi, que je regrettais d'avoir 62 ans et de ne pouvoir prendre un fusil pour défendre la France dans le cas où elle serait envahie ou menacée d'invasion par l'Allemagne. Je n'ai pas changé d'opinion sur ce point. Je n'admets pas qu'un pays soit violenté par un autre, et je défendrai la France contre n'importe quel pays d'ailleurs : Russie, Angleterre, Japon, aussi bien que contre l'Allemagne <sup>53</sup>. »

---

<sup>51</sup> Encore que le refus de ces quinze-là doit être relativisé. On met ce chiffre en avant pour montrer que les députés social-démocrates au Reichstag n'étaient pas totalement unanimes. En réalité, ils s'opposèrent au vote *lors d'une réunion préparatoire*, interne au parti, mais suivirent la discipline du parti lorsqu'il fallut voter.

<sup>52</sup> *Freedom* était un journal anarchiste-communiste fondé à Londres en 1886 par Kropotkine et Charlotte M. Wilson.

<sup>53</sup> Cité par Hem Day, *loc. cit.* Il est surprenant de constater à quel point les positions de Kropotkine (né en 1842) sur l'Allemagne et celles de Bebel (né en 1840) sur la Russie procèdent d'un raisonnement identique. Bebel considérait que la Russie était « l'ennemie de toute civilisation » (*L'Humanité* du 28 septembre 1907). Et de même que Kropotkine vieillissant aurait été prêt à prendre les armes contre l'Allemagne, Bebel vieillissant aurait été prêt à les prendre contre la Russie : *L'Humanité* du 28 septembre 1907 rapporte ses paroles : il y a sept ans, dit-il, « je disais que dans une guerre contre la Russie, qui est le principal point d'appui de la réaction allemande, j'étais prêt, moi, vieux jeune homme, à prendre le fusil en main. »

« Que devenait la fameuse insurrection en cas de guerre, prônée par le mouvement anarchiste révolutionnaire ? », commente Hem Day. Celui-ci omet cependant de dire qu'en 1905 Kropotkine avait dit qu'il prendrait le parti de la France non comme « soldat de la bourgeoisie » mais comme « soldat de la Révolution, dans les légions franches des révolutionnaires ».

Dans les numéros d'octobre, novembre et décembre 1915 de *Freedom* parut une controverse entre partisans de ceux qui soutenaient la guerre (Kropotkine, Jean Grave, Tcherkesoff) et ceux qui s'y opposaient (Malatesta et une grande partie des anarchistes anglais). Kropotkine et ses amis tentèrent d'utiliser le journal comme tribune pour diffuser leur point de vue. Les choses se passèrent mal. Il y eut une rupture dans le groupe. Les opposants à la guerre publièrent un Manifeste en anglais, français et allemand, « L'Internationale Anarchiste et la Guerre »<sup>54</sup>.

C'est en réponse à cet appel internationaliste que fut rédigé le « Manifeste des Seize », qui fut publié le 28 février 1916 dans le quotidien syndicaliste *La Bataille*. Le 14 avril, dans un journal anarchiste de Lausanne, *la Libre fédération*, une centaine de nouvelles signatures s'y ajoutaient.

En France, Sébastien Faure tenta de réagir. Il avait pris dès le début position contre la guerre. En octobre 1914 il publia un manifeste intitulé « Vers la paix », dans lequel on peut lire notamment :

« Plus que jamais ennemi de la guerre, plus que jamais attaché à la paix, je ne puis servir la cause à laquelle j'ai voué ma vie qu'en tentant d'abrégier la guerre et de hâter la paix. Je m'y décide [...] Quels que soient les risques à cou-

---

<sup>54</sup> Parmi les signataires : L.D. Abbott, A. Berkman, L. Bertoni, Ch. Frigerio, E. Goldman, H. Havel, E. Malatesta, F. Domela Neuwenhuis, E. Recchioni, A. Schapiro, P. Vallina, S. Yanowsky.

rir, j'aime mieux les affronter que de renier tout mon passé ma seule fierté et ma seule richesse et de traîner une vieillesse impuissante et déshonorée. »

Ce tract connut un succès remarquable, aussi Malvy, le ministre de l'Intérieur convoqua-t-il Sébastien Faure et menaça de s'en prendre à ceux qui, dans les tranchées, liaient et distribuaient ce tract s'il ne cessait sa campagne contre la guerre. Ne voulant pas engager d'autres que lui-même, le vieux militant obtempéra. En juillet 1915, Sébastien Faure publia un autre tract, « La trêve des peuples », diffusé jusque sur le front. En mars 1916 il fonda avec d'autres anarchistes un journal, *Ce qu'il faut faire*, qui prenait position contre la continuation de la guerre. Dans le premier numéro, il voulut publier une réplique vigoureuse au « Manifeste des Seize », mais la censure en empêcha la publication. Alors que le « Manifeste des Seize » avait été largement commenté dans la presse, aucun journal ne mentionna la réponse qui lui fut faite.

Si le point de vue de Kropotkine se fondait sur des arguments historiques et culturels, ce ne fut pas le cas de tous les signataires. Ainsi Jean Grave écrit-il dans le numéro 358 de *La Bataille syndicaliste* que si les anarchistes avaient été nombreux à refuser la mobilisation, la « colère populaire » se serait tournée contre eux.

« Si les anarchistes avaient été en nombre suffisant dans le refus de se laisser mobiliser, pour troubler la défense, c'est contre eux que se serait tournée la colère populaire ; la population, ne voulant voir en eux que des agents de l'agresseur aurait applaudi à leur exécution. Et, dans le conflit, de l'issue duquel dépend le sort de l'humanité, je suis, en ma profonde conscience, forcé de dire qu'ils n'auraient eu que le traitement qu'ils méritaient. »

C'est donc pour lui une affaire de conformisme social, ce qui est tout de même quelque peu surprenant de la part d'un anarchiste, dont on aurait pu penser qu'il était capable de surmonter la désapprobation générale. Hem Day commente avec quelque malice qu'il y a un contraste entre de tels propos et ce que disait Jean Grave peu auparavant, lorsqu'il conseillait aux soldats de « crever la peau » de leurs officiers.

Le commentaire de Hem Day sur le « Manifeste des Seize » se termine par un avertissement qui soulève une question fondamentale qui se reposera un an plus tard pour la Russie, vingt ans plus tard pour l'Espagne : il met en garde les libertaires contre « la tentation de se laisser entraîner dans une nouvelle guerre, sous le fallacieux prétexte de combattre le Fascisme italien ou allemand pour sauver la Démocratie, ou défendre la Russie bolcheviste pour sauver la Révolution ».

Pendant la guerre, *Le Libertaire* continua de paraître sporadiquement, dans la clandestinité « sous l'impulsion de quelques camarades dont Pierre Martin, Louis Lecoin et Le Meillour », dit Laisant. Louis Lecoin passa la plus grande partie de la guerre en prison pour son action antimilitariste. Les libertaires dans leur ensemble restèrent fidèles à leur idéal.

Il est significatif que Laisant attribue la résistance des anarchistes à la guerre à l'influence de l'individualisme : « les camarades individualistes sont unanimes à condamner la guerre : Han Ryner, Armand, Mauricius garderont la tête froide ». Il en est de même des néo-malthusiens, avec Devaldès et Eugène Humbert.

## 6) Malatesta

Malatesta comprend d'emblée que les signataires du « Manifeste des Seize » sont des militants qui se trouvent parmi les anciens du mouvement. Mais il n'est pas exact, comme il le dit, que les signataires sont opposés à une

« paix prématurée ». Ils demandent certes la fin de la guerre, mais ce qu'ils refusent, c'est qu'une éventuelle négociation de paix se fasse aux conditions de l'Allemagne, ce qui suggère que les signataires ont le sentiment que l'Allemagne est en train de gagner. De fait, au début de 1916, c'est l'impression qu'on peut avoir. Si Kropotkine et les autres signataires avaient attendu deux mois, peut-être n'y aurait-il pas eu de « Manifeste des Seize », ou celui-ci aurait été formulé tout autrement. Après la bataille de la Marne, le sort des armes commence insensiblement à basculer. Le « Manifeste des Seize » exprime sans doute le sentiment de panique qu'éprouvent les signataires d'avoir à revivre les quarante ans tragiques pour le mouvement ouvrier qui ont suivi la défaite de 1870. Malatesta ne conteste pas la bonne foi des signataires mais il ne peut accepter l'idée qui semble sous-tendre de « Manifeste des Seize » de réconciliation des idées anarchistes et de collaboration avec les gouvernements et les classes capitalistes. Les républicains qui se mettent au service des rois, les socialistes qui font cause commune avec la classe dirigeante, les travaillistes qui servent les intérêts des capitalistes » sont, à des degrés divers, des conservateurs croyant à la mission de l'État ». Malatesta estime que « le seul remède dont on dispose réside dans la destruction de toute chaîne gouvernementale et le déchaînement de la révolution sociale ».

Le point de vue de Malatesta apparaît comme une position de principe qui, comme toute position de principe, est juste dans l'abstrait. Il évacue cependant que le « déchaînement de la révolution sociale » aurait dû se faire *dès le début* de la guerre et que, à l'heure où il écrit, un certain nombre de choses se sont mises en place, y compris au sein du mouvement ouvrier. Le prolétariat a été relativement – il faut insister sur le relativement – épargné dans cette guerre car beaucoup d'ouvriers qualifiés ont été rapidement retirés du front. La guerre a été pour la

classe ouvrière une période pendant laquelle nombre de revendications ont été satisfaites. Dans certains secteurs clés les syndicats ont même obtenu une forme de contrôle syndical de l'embauche – tous avantages qui ont été repris par la classe capitaliste après la guerre. En 1899, Jean Jaurès avait demandé une loi pour étendre l'institution des délégués ouvriers obtenus au Creusot. Les nombreuses grèves dans les usines d'armement pendant la guerre de 1914-1918 reprirent cette revendication. En 1917, Albert Thomas le ministre de l'Armement, fut contraint d'accepter l'institution de délégués d'atelier dans les usines d'armement. En Angleterre, de même, les premiers comités ouvriers furent créés dans les usines travaillant pour la défense nationale. Faut-il considérer cela comme une forme de collaboration de classe ? La grande victime de cette guerre, la classe qui a subi de plein fouet la boucherie, a été la paysannerie.

Malatesta se situe dans un registre moral : la guerre est un crime, et du point de vue de l'État, on « ne peut empêcher le crime qu'en organisant et commettant toujours un plus grand crime ». Selon l'anarchiste italien, si on « s'en tient aux méthodes gouvernementales, on ne peut résister à l'Allemagne qu'en supprimant toute liberté et en revivifiant la puissance de toutes les forces de réaction ». C'est pourquoi il estime que « la domination étrangère subie de force et conduisant à la révolte est préférable à l'oppression intérieure volontairement acceptée presque avec gratitude, dans la croyance que, par ce moyen, nous serons préservés d'un plus grand mal ». Malatesta est donc convaincu qu'il vaut mieux accepter la victoire de l'Allemagne ; il pense qu'à partir de cette victoire, il sera possible ensuite de déclencher une révolution sociale. C'est là un risque que Kropotkine, à partir de l'analyse qu'il fait de la société allemande, n'est *absolument pas prêt* de prendre. Kropotkine exprimera dans une lettre à Jacques Guérin son indignation devant de tels pro-

pos de Malatesta : « Mal. écrit aujourd'hui cette phrase ambiguë dot l'idée est qu'il serait mieux pour une nation de subir la domination étrangère que de s'en défendre comme on s'en défend aujourd'hui, car la domination étrangère conduirait à la révolte – je ne peux pas admettre que ce soit une opinion réfléchie de Mal. »

Kropotkine ajoute que la domination russe en Pologne n'a pas débouché sur une révolution sociale et que la majorité des Polonais, en 1863, a suivi la parti royaliste, non celui qui demandait la terre pour les serfs affranchis. En Bulgarie et en Serbie, l'oppression turque n'a pas provoqué de révolution sociale. La domination autrichienne en Italie non plus. « C'est que, chez une nation dominée, soit par l'étranger, soit par un gouvernement despotique, les meilleures forces actives vont, d'abord, pour renverser le despote ou chasser l'étranger. » Kropotkine achève son analyse du point de vue de Malatesta par un véritable coup de hache :

« Puisque Mal. sait tout cela, ce n'est donc plus une discussion entre camarades, pour éclaircir leurs idées – c'est une polémique de journaliste – et cela me répugne <sup>55</sup>. »

A aucun moment dans le texte de Malatesta n'apparaît la moindre analyse sur la situation politique et sociale des parties en conflit. Il récuse l'idée que la situation est exceptionnelle et que, après la victoire de l'Entente, chacun retournera dans son propre camp pour continuer la lutte là où elle se trouvait avant la guerre. Il n'envisage pas qu'avec une victoire allemande une chape de plomb terrible puisse s'abattre sur l'Europe entière, ce que Kropotkine craint par-dessus tout. Ainsi Malatesta affirme-t-il :

« S'il est nécessaire aujourd'hui de travailler en harmonie avec le gouvernement et les capitalistes pour nous dé-

---

<sup>55</sup> *Les Temps Nouveaux* n° 8, 15 février 1920.

fendre nous-mêmes contre “la menace allemande”, cela sera nécessaire après, aussi bien que durant la guerre. »

Une défaite allemande signifiera que les patriotes allemands voudront une revanche. La situation est sans fin. « Cela signifie que le militarisme prussien deviendra une institution permanente et régulière dans tous les pays » – en quoi Malatesta évacue le fait que c’est *déjà* le cas. Il évacue également le fait qu’une défaite française pourrait exaspérer la volonté de revanche des Français. Quelle sera l’attitude des anarchistes en cas de nouveau conflit ? Redeviennent-ils, « à la première menace de guerre, les sergents recruteurs des gouvernements qu’ils auront tenté de désarmer et de paralyser ? » « Et alors combien de temps la révolution sera-t-elle différée ? », demande-t-il.

Pour Malatesta, la ligne de conduite est simple : « La guerre aurait dû être empêchée par la révolution, ou au moins en inspirant aux gouvernements la peur de la révolution. La force ou l’audace nécessaire a manqué. La paix doit être imposée par la révolution ou, au moins, par la menace de la faire. Jusqu’à présent, la force ou la volonté fait défaut. »

Sur le plan des principes, Malatesta a parfaitement raison : mais la guerre n’a *pas* été empêchée par la révolution, et maintenant la paix *ne peut manifestement pas* être imposée par la révolution. Le constat de principe ne donne pas la solution, sinon qu’il faudra « faire mieux à l’avenir », ce qui ne fait que cautionner une situation d’échec pour reporter la solution à plus tard.

« En attendant, il me semble qu’il est criminel de faire quoi que ce soit qui tende à prolonger la guerre, ce massacre d’hommes, qui détruit la richesse collective et paralyse toute reprise de la lutte pour l’émancipation. Il me semble que prêcher “la guerre jusqu’au bout” c’est faire réellement le jeu des dirigeants allemands qui trompent leur peuple et l’excitent au combat en le persuadant que leurs adversaires veulent écraser et asservir le peuple allemand. »

Ce qui suggère en somme que si les soldats de l'Entente cessaient tout à coup le combat, les dirigeants allemands seraient bien embêtés puisque le peuple allemand verrait qu'il a été trompé et que ses adversaires ne veulent pas l'écraser.

Kropotkine récuse catégoriquement l'approche abstraite du problème faite par Malatesta. La guerre pour lui est une réalité qui met en jeu des forces colossales et dont l'issue n'est pas indifférente pour l'avenir : soit la victoire du militarisme prussien qui, en déclenchant la guerre, avait des visées affichées d'expansion territoriale en Europe et dont la victoire aurait des conséquences désastreuses du point de vue de ce qu'il appelle la « civilisation » ; soit la victoire d'un système démocratique et républicain qui n'a pas de visées territoriales *en Europe* et qui, malgré ses défauts, constitue un moindre mal. Kropotkine ne se situe pas dans une perspective théorique, abstraite comme Malatesta qui, somme toute, ne propose rien pour le présent et se contente de dire qu'il faudra faire mieux à l'avenir. Il n'est pas certain que le point de vue de Malatesta ne soit finalement pas plus démoralisant que celui de Kropotkine.

Kropotkine n'est pas resté sans réagir devant les prises de position de Malatesta. Dans une lettre à Jacques Guérin <sup>56</sup> datée du 20 juillet 1916, il dit du révolutionnaire italien :

« La faute essentielle de tous ceux que représente Malatesta, est de prétendre que la paix *peut* être imposée par

---

<sup>56</sup> Jacques Guérin (1884-1920) fut l'un des administrateurs des *Temps Nouveaux* de Jean Grave. Rallié à l'Union sacrée lors de la première guerre mondiale, il fut l'un des signataires du « Manifeste des Seize » publié dans le quotidien syndicaliste *La Bataille* (n°133, 14 mars 1916). J. Guérin participa également pendant la guerre aux *Temps Nouveaux Bulletin* (Paris, 16 numéros et 2 suppléments. de mai 1916 à juin 1919) puis, après guerre, aux premiers numéros de la série *Les Temps Nouveaux* (Paris, 24 numéros du 15 juillet 1919 à juin 1921) dont le gérant était Marc Pierrot. Jacques Guérin est mort en janvier 1920.

eux ; que la *force* pour la faire ne leur ferait pas défaut, s'ils en avaient la volonté, – alors qu'eux-mêmes reconnaissent que la force et la volonté *ont manqué* pour empêcher la guerre.

« Ils ne veulent pas reconnaître que pour empêcher l'invasion allemande, il fallait *deux* volontés et deux forces, – celles de la France et de l'Allemagne, et que celle-ci non seulement a manqué, mais qu'elle n'a jamais existé. Ils ne veulent pas reconnaître que TOUS ceux qui avaient une prise sur les esprits en Allemagne, historiens et hommes de science, professeurs et journalistes, romanciers et musiciens, capitalistes et social-démocrates, ont travaillé presque un demi-siècle à persuader les Allemands qu'ils *doivent* faire des conquêtes dans le monde entier, et qu'en les faisant ils seront porteurs de la civilisation moderne – supérieure à celle de toutes les autres nations : qu'ils *doivent* – c'est leur mission historique – écraser la France décadente, paralyser l'Angleterre marchande, conquérir l'Adriatique, la Turquie et l'Asie Mineure, chasser les barbares russes des côtes de la Baltique, les refouler à l'Est de Moscou, et tant d'autres absurdités, reçues par le peuple allemand comme la manne du ciel <sup>57</sup>. »

Kropotkine reproche amèrement aux « socialistes » – mais ce doit être là un terme générique qui inclut les anarchistes – leur ignorance de l'immense production littéraire qui a contribué à façonner les esprits de la population, à qui on annonce la mission civilisatrice des Allemands. Il a lui-même lu de nombreux ouvrages allemands d'histoire et de droit lorsqu'il écrivit *l'Entraide*. Il a pu constater dans les journaux allemands, dans ce qu'on appellerait aujourd'hui les *romans de gare* « vendus à un million d'exemplaires » le mépris affiché des Latins. Faisant le constat de l'immense machine de propagande allemande et de l'obstination avec laquelle cette propagande a été menée pendant des décennies, Kropotkine demande à Malatesta et ses amis :

---

<sup>57</sup> *Les Temps Nouveaux* n° 8, 15 février 1920.

« Et avec cela ils prétendent que quelques milliers d'hommes *peuvent* imposer la paix, là où dix millions d'hommes sont aux prises, et où, en réalité, deux *phases de la civilisation européenne s'entre-choquent en ce moment. Eh bien, ce sont des affirmations que* vraiment Malatesta est trop intelligent pour faire sérieusement. C'est du journalisme. »

Décidément, Kropotkine n'aime pas le journalisme.

## 7) Les signataires du « Manifeste des Seize » s'expliquent

Après la guerre, les signataires du « Manifeste des Seize » tenteront de s'expliquer dans *les Temps nouveaux*, où seront également publiés des extraits de lettres de Kropotkine. La revue veut en particulier montrer que les archives diplomatiques publiées après la défaite de l'Allemagne confirment la pertinence des positions des signataires du Manifeste. Ainsi, dans un article intitulé « Les origines de la guerre à la lumière des publications récentes », signé « M.I. » (M. Isidine ?)<sup>58</sup> l'auteur rend compte du point de vue de Kautsky, qui avait été chargé par le gouvernement allemand de préparer la publication des archives diplomatiques. Kautsky publia un livre, intitulé *Comment s'est déclenchée la guerre mondiale*.

« ...Le rôle d'ennemi de la démocratie européenne qui, jusqu'alors, avait été celui du tsarisme », commente Isidine, « devint désormais de plus en plus celui de la monarchie militaire allemande. » L'auteur de l'article voit là évidemment une confirmation de l'analyse des signataires du « Manifeste des Seize » : « L'Allemagne devint une menace constante pour la paix, commente-t-il, et il en résulta son isolement complet, dans lequel ses seuls alliés étaient des pays en décrépitude, comme l'Autriche et la Turquie. » Notons que le fait que l'Allemagne avait pris

---

<sup>58</sup> *Les Temps Nouveaux* n° 22, avril-mai 1921.

le relais de la Russie comme « ennemie de la démocratie » avait été souligné depuis longtemps par Bakounine, dès 1870.

L'article rend compte de deux autres documents sur lesquels il importe peu de s'attarder. Le commentaire qui en est fait est en revanche extrêmement intéressant. Ces documents, dit Isidine, « nous touchent surtout en raison des conclusions que nous pouvons en tirer et du point de vue général qui est le nôtre ». La question de savoir quelle partie au conflit est responsable de la guerre importe peu à l'auteur de l'article : « Nous ne tenons à en innocenter aucune », dit-il. Ce qui le concerne, c'est de savoir « quel est le régime politique le plus susceptible de provoquer la guerre, et nous voyons que c'est celui où la caste militaire prédomine, où le gouvernement se sent le plus indépendant de tout contrôle de l'opinion publique, où l'esprit révolutionnaire est le plus faible. Il importe ensuite de savoir quel est l'État dont la victoire aurait été la plus funeste pour la vie politique et sociale en Europe. »

Isidine récuse l'idée qui veut qu'on soit contraint de choisir la défense nationale ou l'internationalisme. Il va s'efforcer de montrer, de manière assez subtile, que le soutien à la défense nationale peut être un choix internationaliste. Le choix de la défense nationale implique pour les ouvriers le soutien à leurs gouvernements. Le choix de l'internationalisme conduit à ne pas se préoccuper du résultat de la guerre. Isidine refuse cette logique ; il demande :

« En se plaçant du point de vue internationaliste, est-il toujours indifférent de quel côté sera la victoire ? On peut dire sans hésitation que personne à l'heure actuelle ne répondra : "Oui, c'est toujours indifférent" <sup>59</sup>. »

Il mentionne la guerre qui vient d'avoir lieu entre la Russie et la Pologne, les « guerres masquées que les alliés

---

<sup>59</sup> *Ibid.*

suscitent contre la Russie », etc. Il est évident, dit-il qu'« une victoire des groupements hostiles à la Russie serait l'écrasement de la révolution russe et le triomphe de la réaction internationale ». Isidine et, peut-on penser, les signataires du « Manifeste des Seize », se positionne clairement pour la révolution russe. Certes, dit-il, la situation est différente puisque l'un des adversaires défend la révolution socialiste. Mais si le « gouvernement simplement démocratique » de Kerensky s'était maintenu, « aurait-il été indifférent que l'Allemagne fût victorieuse et qu'elle vînt restaurer la monarchie en Russie en plaçant sur le trône un prince allemand quelconque, ou peut-être le même Nicolas II <sup>60</sup> ? »

Dans toute guerre, le vainqueur opprime le vaincu, mais lorsque le vainqueur est un État « retardataire » qui « fait peser plus lourdement son pouvoir dans son pays », le résultat de la guerre n'est pas indifférent. C'est pourquoi les résultats d'une guerre peuvent ne pas être indifférents pour « la marche en avant de l'humanité toute entière »... Aucun pays ne peut gagner au triomphe de la réaction dans le monde. Il ne peut pas y avoir de contradiction entre l'intérêt d'un pays et l'intérêt international. Or, « pour un pays réactionnaire, la victoire est le signal d'un renforcement de la réaction ». D'ailleurs, dit Isidine, « la défaite de pays tels qu'ont été avant la guerre l'Allemagne, l'Autriche, la Russie est un bien pour eux, car elle y provoqua la révolution... » Isidine reconnaît que ceux qui mettent l'accent sur la défense nationale » se placent évidemment au point de vue bourgeois et étatiste », mais ceux qui se situent d'un point de vue internationaliste font comme si « les intérêts d'un tout peuvent gagner à l'oppression d'une de ses parties ».

Nous avons dit que ce ne sont pas tant des principes qui dictent la ligne de conduite des signataires du « Manifeste des Seize » que le pragmatisme. Les prises de posi-

---

<sup>60</sup> *Ibid.*

tion des signataires seraient fondées avant tout sur les doutes qu'ils avaient « sur l'attitude que prendrait le prolétariat allemand : à savoir l'absence presque complète de tout sentiment révolutionnaire chez le peuple germanique ». L'activité contre la guerre dans un pays suppose la réciprocité : « on ne peut pas faire de la propagande si l'on n'a pas l'espoir du succès de cette propagande »<sup>61</sup>. Pour Isidine, « dans tout conflit, le mouvement ouvrier international doit considérer de quel côté vient le danger le plus grand. C'est ce qu'ont fait, dans la guerre mondiale, les nombreux révolutionnaires de toutes les nationalités qui ont souhaité la défaite de l'Allemagne et dont beaucoup ont jugé ce but assez important pour donner volontairement leur vie. »

« C'est précisément au point de vue internationaliste qu'ils se sont placés et lorsque, après la victoire sur l'Allemagne, le rôle réactionnaire en Europe a passé aux alliés, ils sont allés, sans hésiter, se battre contre eux »<sup>62</sup>. »

Isidine conclut à la nécessité pour le socialisme, l'anarchisme, le syndicalisme, d'élaborer une politique internationale propre.

Concernant l'attitude à adopter face à la guerre, l'idée générale qui se dégage de la lecture des *Temps nouveaux* après la fin du conflit est qu'il faut éviter le dogmatisme : « il ne faut pas, sur cette question comme sur toute autre, créer des principes rigides et soi-disant intégraux, en d'autres termes, créer des dogmes. » Évoquant les « zimmerwaldiens ou les bolcheviks », il faut refuser de subir une « nouvelle dictature de mots et de formules » qui obligerait de mettre « la doctrine au-dessus des faits, sans s'enquérir des conséquences qu'une telle mentalité peut

---

<sup>61</sup> « A propos de notre attitude pendant la guerre », *Temps nouveaux* n° 2, 15 août 1919.

<sup>62</sup> « Les origines de la Guerre à la lumière des publications récentes », *Les Temps Nouveaux* n° 22, avril-mai 1921.

créer ». On reste, là encore, dans le registre pragmatique. Le rédacteur de l'article veut montrer que les signataires n'ont pas dévié de leurs conceptions sociales d'avant-guerre mais que les faits les ont conduits logiquement à adopter une attitude de soutien à l'Entente. C'est pourquoi il est nécessaire de « se garder d'une démagogie facile », de « se séparer d'une intransigeance qui ne résiste pas à un examen sérieux des faits »<sup>63</sup>.

Les justifications apportées sont souvent en langage codé, l'auteur use fréquemment de l'implicite, qui était sans doute compris en 1919 mais l'est moins aujourd'hui. L'auteur de l'article semble vouloir distinguer les « conceptions sociales » des « modalités d'action », ce qui est une manière de dire que les conceptions sociales à caractère anarchiste se sont simplement vu, en la circonstance, appliquer des modalités d'action (la signature du « Manifeste des Seize ») particulières. L'auteur pense appuyer sa thèse en citant une « Lettre ouverte aux travailleurs occidentaux », de Kropotkine, du 4 juin 1917<sup>64</sup> :

« Nous traversons en ce moment une triste période.

« On s'entretue avec une férocité sans précédent, non pas entre exploités et exploités, non pas entre aristocratie et peuple, mais entre nations entières. Et plus je réfléchis aux causes de cette catastrophe, plus je vois que la cause en est, non seulement dans l'existence d'États séparés, mais aussi dans ce fait que nous n'avions pas assez prévu le fait que des peuples entiers sont capables d'être entraînés par leurs gouvernements et leurs meneurs intellectuels, à la conquête de territoires voisins et de nations voisines, dans des buts d'enrichissement national, sous prétexte d'accomplir une mission historique.

« Et puis, *nous n'avons pas assez insisté* sur ce principe fondamental, que le devoir d'un vrai internationaliste est de s'opposer de toutes ses forces contre toute tentative, d'où

---

<sup>63</sup> « A propos de notre attitude pendant la guerre », *Les Temps Nouveaux*, n° 2, 15 août 1919.

<sup>64</sup> *Les Temps Nouveaux*, n° 7.

qu'elle vienne, d'envahissement d'un territoire voisin dans le but de conquête et au cas échéant, que *son devoir est de prendre les armes pour la défense du territoire envahi dans ce but.*

« Sans cela, il ne peut y avoir d'internationale ; sans cela l'Internationale devient une formule aussi stérile et mensongère que le prétendu "amour chrétien" de son voisin. »

Le paradoxe est qu'au fond Kropotkine applique à la situation les mêmes critères d'analyse par lesquels Marx et Engels distribuait des labels de « nations historiques » et de « nations réactionnaires » dans la *Nouvelle Gazette rhénane* en 1848-1849, et plus tard. La Bohême (l'actuelle Tchéquie, en gros) était une nation réactionnaire parce que les Tchèques refusaient de se laisser germaniser. Pour Marx et Engels c'est le degré de centralisation politique et de développement des forces productives qui définissait le caractère historique d'une nation. Si pour Kropotkine les critères peuvent être différents – le degré de « civilisation » d'une façon générale – le raisonnement reste le même. L'Allemagne est clairement désignée comme une nation réactionnaire – Kautsky viendra le confirmer après la guerre – il faut donc l'empêcher de nuire. C'est ce qui ressort d'une lettre envoyée aux *Temps nouveaux* (Bulletin n° 6) par un volontaire russe au début de 1917 :

« Il était clair pour nous que quelles que soient les raisons que voudra alléguer l'Allemagne officielle et les social-démocrates qui la soutiennent, rien ne l'autorisait à envahir la France et à détruire, chemin faisant, un autre pays indépendant, la Belgique. De plus, les destinées de la démocratie européenne sont loin de nous être indifférentes. Nous n'avons pas oublié à qui nous devons et les principes de liberté, et toute cette atmosphère politique qui seule nous permet de vivre et de développer nos idées socialistes jusqu'à leur réalisation <sup>65</sup>. »

---

<sup>65</sup> Cité par *Les Temps Nouveaux*, n° 2, 15 août 1919.

Le correspondant russe ajoute qu'« aussi bien et mieux que nos adversaires, nous connaissons toute l'étendue de ce mal qu'est la guerre » : nous savons qu'« elle ne poursuit aucun but libérateur, dit-il, qu'elle est la réaction ».

« Mais tout effort pour lutter contre la guerre *en général*, quelque noble qu'il soit, est vain pour le moment. Et puisque nous ne pouvons radicalement et immédiatement supprimer ce mal, notre tâche doit être de rendre ses ravages les moins terribles possibles. L'anéantissement de la démocratie européenne, représentée par la France, la perte de tout ce qui nous permet de croire à l'avènement d'une liberté complète et de lutter pour elle, est aussi un mal, qu'une certaine issue de la guerre pouvait entraîner. Notre devoir était de l'empêcher <sup>66</sup>. »

L'alternative est en fait la suivante : « Lorsque l'action antimilitariste – *particulière* – se trouve en conflit avec le principe de la *défense de la liberté contre toute oppression*, nous ne pouvons hésiter : notre choix va à notre grand principe. » Le recours à des principes est fait au nom d'une certaine vision du pragmatisme... Les signataires du « Manifeste des Seize » rappellent cependant qu'ils restent des militants anticapitalistes. Il n'est pas question de « permettre, au nom de l'«union sacrée», une exploitation éhontée des masses ». En tant que socialistes, ils doivent prendre la défense des soldats, se battre « contre la cherté de la vie ou la rapacité des propriétaires ». « Les circonstances nous ont obligés à lutter contre l'ennemi extérieur, mais nous n'oublions pas pour cela l'ennemi intérieur <sup>67</sup>. Il est certes difficile de lutter sur deux fronts et nous comprenons que beaucoup de socia-

---

<sup>66</sup> *Ibid.*

<sup>67</sup> De fait, l'activité revendicative de la classe ouvrière n'a pas du tout cessé pendant la guerre, au contraire. De nombreux ouvriers avaient été retirés du front pour travailler dans les usines. De même, de nombreux acquis furent obtenus pendant le conflit... qui furent annulés ensuite.

listes français n'aient pas su le faire. » Mais le devoir de tout socialiste reste de « lutter contre la réaction que nous apportaient les troupes allemandes, ainsi que contre tout accroissement de l'oppression des nationalités en Europe. »

C'est également en application de principes qu'on pourrait qualifier de « marxistes » que les signataires du « Manifeste des Seize » ont pris position. Marx et Engels considéraient que l'émancipation sociale n'était pas possible tant que la lutte contre les restes du système féodal n'était pas achevée :

« Les travailleurs savent que la suppression des rapports de propriété *bourgeois* ne peut être obtenue si l'on maintient les rapports féodaux. Ils savent que le mouvement révolutionnaire de la bourgeoisie contre les ordres féodaux et la monarchie absolue ne peut qu'accélérer leur propre mouvement révolutionnaire. Ils savent que leur propre lutte contre la bourgeoisie ne pourra débiter que le jour où la bourgeoisie aura triomphé<sup>68</sup>. »

En conséquence, ils affirmaient la nécessité pour le prolétariat de s'allier aux fractions les plus avancées de la bourgeoisie contre les fractions les plus réactionnaires. C'est littéralement ce qu'ont fait Kropotkine et ses amis : l'Empire allemand représentait un système politique et social archaïque, réactionnaire, encore entaché de restes de féodalité. D'où la nécessité de s'allier temporairement avec les fractions les plus avancées de la bourgeoisie européenne. Le raisonnement n'est pas si tiré par les cheveux que cela.

Pour les signataires du Manifeste, une victoire allemande aurait signifié un retour en force du cléricanisme, car cela aurait été également une victoire de l'Autriche cléricale et catholique.

---

<sup>68</sup> Cf. Marx, *La critique moralisante*.

« Les curés et les moines auraient encore, comme après 71, mis leur emprise sur l'école et créé des missions dans tout le pays pour récolter de nouveaux fonds nécessaires à l'érection de nouveaux Sacrés-Cœurs pour les villes de France et de Navarre, tout en demandant à Dieu de pardonner les crimes de leurs bourreaux (républicains, socialistes, libres-penseurs, etc...) de l'Église française, fille aînée de la grande famille, etc. <sup>69</sup> »

## **8) Juillet 1893 : le congrès national des chambres syndicales & groupes corporatifs ouvriers <sup>70</sup>**

Si l'année 1893 est une date importante pour l'histoire du socialisme parlementaire allemand, elle l'est aussi pour le socialisme non parlementaire français, dont l'importance s'accroît et qui risque de faire contagion. Ce qui explique l'acharnement des dirigeants socialistes allemands à exclure les « anarchistes », c'est-à-dire tous ceux qui étaient opposés à la stratégie parlementaire : les syndicalistes révolutionnaires étaient donc eux aussi considérés comme des anarchistes <sup>71</sup>.

---

<sup>69</sup> A propos de notre attitude pendant la guerre, *Les Temps Nouveaux*, n° 5, 15 mars 1919.

<sup>70</sup> « Compte-rendu du Congrès national des chambres syndicales et groupes corporatifs ouvriers, tenu à Paris en juillet 1893 : précédé de l'historique des bourses du travail françaises – publié par les soins de la commission exécutive. Congrès national des syndicats de France (1893 ; Paris) ». Éditeur scientifique ; Fédération des bourses du travail de France (France). Congrès national (1893, Paris). Éditeur scientifique. Source: Bibliothèque nationale de France.

<sup>71</sup> L'année 1893 est une charnière dans l'histoire du mouvement ouvrier français et du mouvement anarchiste. Le 1<sup>er</sup> mai 1891 avait eu lieu la fusillade de Fourmies qui fit neuf morts et quatre cents blessés. En septembre 1895 est créée la CGT. Cette période est marquée par des événements dramatiques : la grève des mineurs de Carmaux en août 1892 ; les massacres d'Aigues-Mortes du 17 août 1893 ; l'élection de Jaurès à Carmaux le 23 janvier 1893. La même année : répression de la manifestation du 1<sup>er</sup> mai à Paris ; le succès des candidats socialistes aux élections (20 août et 3 septembre). La société française est traversée par deux grands scandales : celui de Panama dont le procès s'ouvrit le

Les Bourses du Travail connaissent alors une expansion importante, s'opposant à la Fédération des syndicats dont l'orientation est favorable à l'action parlementaire. En septembre 1892, le congrès de Marseille de la Fédération des syndicats repoussa l'idée de grève générale : le désaccord entre Bourses du Travail et Fédération des syndicats était ouvert, mais l'idée était lancée.

La grève générale fut acclamée au Congrès de Paris, tenu en juillet 1893, après les incidents qui marquèrent la fermeture de la Bourse du travail de Paris. Ce congrès, convoqué par les Bourses du travail, auquel participèrent les représentants de l'écrasante majorité du mouvement ouvrier du pays, avait inscrit à son ordre du jour le débat sur la grève générale<sup>72</sup>. L'importance des interventions sur cette question dépassait largement le cadre du mouvement « anarchiste » : les délégués prirent position à l'unanimité moins une voix en faveur de la grève générale. Le représentant de la Bourse du Travail de Saint-Etienne avait mandat de voter contre car, disait-il, les travailleurs de sa ville n'étaient pas préparés ; mais il déclara qu'il ferait « une propagande incessante pour préparer la grève générale » !!! Les seules divergences portaient sur le fait de savoir s'il fallait la déclencher immédiatement ou s'il fallait la préparer. Le congrès décida à une large majorité pour la seconde option.

C'est Hamelin, le délégué de la Fédération du Livre, qui est le rapporteur de la commission sur la grève générale. Cette question, dit-il, est « la plus grave qu'un Congrès ait à examiner ; elle a déjà été à l'ordre du jour de nombreux Congrès régionaux, nationaux et internationaux. Pour ne citer que les plus importants : elle était à l'ordre du jour du congrès de Paris en 1889 et de

---

10 janvier 1893 ; la condamnation du capitaine Dreyfus, le 22 décembre 1894. Cette période est marquée par ce que Malatesta appela le « rava-cholisme », que le révolutionnaire italien condamna vigoureusement.

<sup>72</sup> La liste des organisations représentées occupe huit pages du compte rendu.

Bruxelles en 1891 ; mais aucune décision ne fut prise. » Les membres de la commission sont unanimes pour reconnaître que deux cas peuvent justifier la grève générale : « Le premier, c'est pour l'émancipation complète des travailleurs en abolissant le salariat ; le deuxième, c'est pour empêcher une guerre fratricide entre peuples. Dans ce dernier cas elle doit être internationale. » (Je souligne.) La grève générale unilatérale par la classe ouvrière d'un seul belligérant n'est donc pas envisagée.

A plusieurs reprises des délégués soulignent que la grève générale, c'est la révolution. Le débat refléta un grand sens des responsabilités, que le rapporteur de la commission résuma en disant : « Je demanderai – comme il est indiscutable que la grève générale et la révolution sociale sont identiques – que mettront-ils à la place du régime actuel. Il est bon de démolir, mais il serait bon, également, de savoir ce que l'on mettra à la place. Il faut, lorsque l'on risque sa vie et celle de ses camarades, y regarder de près, car si l'on ne réussit pas, ce sera par manque de préparation. »

L'intérêt extraordinaire de ce document peu connu réside dans trois constats :

1. L'idée de grève générale n'est pas le résultat des cogitations de quelques hurluberlus : le congrès de 1893 montre qu'elle est considérée comme une option possible, voire nécessaire par l'unanimité moins un des syndicats présents ;

2. Les syndicats représentés au congrès se rendent parfaitement compte que le déclenchement de la grève générale équivaut au déclenchement de la révolution sociale ;

3. Le débat sur cette éventualité est abordé avec un remarquable réalisme et une grande prudence.

En septembre 1894, se tint à Nantes un congrès unitaire avec les bourses du travail et les fédérations de syn-

dicats. A ce moment-là, le guesdisme, avec son projet de subordonner le syndicat au parti, n'a pas bonne presse dans les milieux syndicaux. Fernand Pelloutier espère pouvoir jouer là-dessus pour éliminer les politiciens du mouvement syndical. Le congrès de Nantes est une écrasante défaite pour les guesdistes : l'objectif de grève générale est reconnu. Les guesdistes, dépités, quittent la salle. Aussitôt, le congrès programme, pour l'année suivante, la fondation d'une nouvelle formation ouvrière, indépendante de tout parti politique : ce sera la Confédération générale du travail (CGT).

A propos de ce congrès, Pierre Besnard dira :

« C'était un grave échec pour le Parti ouvrier qui décida de tenir son Congrès de 1894, à Nantes, avant le Congrès des Bourses. Malgré les efforts de Guesde, Lafargue, Delcluze, Salembier, Jean Coulet, Raymond Lavigne, les politiques furent durement défaits. Ce fut la fin de la Fédération des Syndicats.

« La Fédération des Bourses restait la seule organisation vraiment vivante. Elle donna naissance à la C.G.T. en 1895, à Limoges<sup>73</sup>. »

Besnard exagère quelque peu, car la CGT se constituera de la fusion de la fédération des Bourses du Travail et de la fédération des syndicats.

## 9) La CGT et la guerre

Le compte rendu du congrès extraordinaire de la CGT tenu en 1912 dit que « après la guerre de 1870, il y a un trou, un grand vide et ce n'est que bien longtemps après que l'on retrouve des protestations ouvrières contre la guerre ». De fait, une chape de plomb s'était abattue sur le mouvement ouvrier et sur l'internationalisme pendant

---

<sup>73</sup> Pierre Besnard, article « Bourse du Travail » de l'*Encyclopédie anarchiste*.

une vingtaine d'années, tandis que la classe ouvrière française reconstituait peu à peu ses organisations après le traumatisme de la défaite et de la Commune, et malgré les attentats anarchistes.

« Dans tous les Congrès corporatifs qui précèdent la constitution de la C. G. T., s'il ne fut pas question de propagande anti-guerrière, les délégués des syndicats n'en affirmèrent pas moins leur volonté de paix et d'entente internationale. Nous pouvons rappeler les Congrès corporatifs de Nantes (1894), Rennes (1896), Paris (1900). Ce dernier Congrès fut suivi du Congrès corporatif international qui se tint à Paris également <sup>74</sup>. »

Lorsque la CGT fut constituée, elle reprit le cours des débats sur la guerre qui avaient commencé au congrès de Lausanne de l'AIT. A Bourges en 1904 la question fut posée ; une première résolution fut votée à Amiens en 1906, mais c'est à Marseille en 1908 que la CGT prit nettement position contre l'armée qui « tend de plus en plus à remplacer à l'usine, aux champs, à l'atelier le travailleur en grève, quand elle n'a pas pour rôle de le fusiller, comme à Narbonne, Raon-l'Étape et Villeneuve-Saint-Georges ». La résolution souligne que « l'exercice du droit de grève ne sera qu'une duperie tant que les soldats accepteront de se substituer à la main-d'œuvre civile et consentiront à massacrer les travailleurs ». Le congrès préconise que les jeunes soient formés pour qu'ils sachent qu'une fois qu'ils auront été incorporés, « ils soient bien convaincus qu'ils n'en restent pas moins membres de la famille ouvrière et que, dans les conflits entre Capital et Travail, ils ont pour devoir de ne pas faire usage de leurs armes contre leurs frères les travailleurs ». En cas de conflit extérieur, la CGT affirme que « les frontières géographiques sont modifiables au gré des possédants, les travailleurs ne

---

<sup>74</sup> Avant-propos au compte rendu du congrès extraordinaire de la CGT, 1912.

reconnaissent que les frontières économiques, séparant les deux classes ennemies : la classe ouvrière et la classe capitaliste » : « toute guerre n'est qu'un attentat contre la classe ouvrière, [...] elle est un moyen sanglant et terrible de diversion à ses revendications ». Là encore, les travailleurs doivent être instruits pour que, « en cas de guerre entre puissances, les travailleurs répondent à la déclaration de guerre par une déclaration de grève générale révolutionnaire ».

Au congrès de Toulouse (1910) la motion votée au Congrès de Marseille fut renouvelée.

En 1911-1912 le conflit entre la France et l'Allemagne sur le Maroc faillit aboutir à une guerre et accrut les préparatifs guerriers dans les deux pays. Aussitôt, la CGT adressa une lettre à la Commission de la Centrale syndicale allemande pour lui demander d'organiser à Berlin une grande démonstration avec des délégués anglais, allemands et français. Les Allemands déclinèrent cette offre mais acceptèrent qu'une délégation d'ouvriers français vienne en Allemagne en « mission d'études » qui se terminerait à Berlin par un meeting en faveur de la paix.

« Le 22 juillet la délégation française se rendit à Berlin où elle reçut l'accueil le plus fraternel. Le meeting contre la guerre eut lieu le 28 juillet dans la salle du Nouveau Monde devant 20.000 personnes », dit le rapport de la CGT <sup>75</sup>. Une manifestation identique eut lieu à Paris quelques jours plus tard en présence de délégués allemands, espagnols, hollandais et anglais. Deux délégués français se rendirent en Espagne où ils prirent la parole à Barcelone et à Madrid. Enfin, le 24 septembre une grande manifestation fut organisée à Paris, dans les jardins de l'Aéro-Park, à laquelle plus de 50 000 travailleurs parisiens assistèrent.

---

<sup>75</sup> *Le prolétariat contre la guerre et les trois ans : [1867-1912]* ; Compte-rendu du Congrès extraordinaire de la CGT [tenu à Paris les 24 et 25 nov. 1912]. <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k109584g>

Puis pour couronner cette campagne d'action et de fraternisation internationales, la CGT convoquait une conférence nationale de ses organisations le 1<sup>er</sup> octobre, à Paris, qui vota une résolution affirmant que « les décisions des Congrès confédéraux sur l'attitude de la classe ouvrière en cas de guerre deviennent exécutoires à partir du moment où la guerre est déclarée (...) A toute déclaration de guerre, les travailleurs doivent, sans délai, répondre par la grève générale révolutionnaire. » Suivent un ensemble de mesures pratiques à mettre en œuvre ; la résolution conclut : « la déclaration de guerre doit être, pour lui [le prolétariat], le mot d'ordre pour la cessation immédiate du travail »<sup>76</sup>.

La crise marocaine à peine terminée, la guerre éclate dans les Balkans, menaçant de dégénérer en « conflagration européenne », au moment même où la CGT entreprenait de mener la bataille en faveur de la « semaine anglaise ». « C'est alors que la CGT a entrepris de mener de front les deux batailles : bataille défensive contre la guerre et le militarisme, bataille offensive pour la Semaine anglaise », dit le compte rendu.

Un comité confédéral extraordinaire est convoqué le 15 octobre qui décide la rédaction d'un manifeste, « Guerre à la guerre ! », et l'organisation simultanée de manifestations internationales à Berlin, à Vienne, à Paris et dans une grande ville italienne. Le Bureau confédéral adresse une lettre aux Centrales syndicales des pays indiqués, leur informant que la CGT a décidé « d'organiser à Paris, avec le concours de délégués des organisations étrangères, une vaste démonstration contre la Guerre ».

Le courrier de la CGT, signé Jouhaux, précise :

« Nous serions également désireux qu'une manifestation analogue soit faite dans un de vos centres ; nous nous engageons, dès maintenant, à y déléguer un de nos représentants.

---

<sup>76</sup> *Ibid.*

Nous espérons que dans des circonstances aussi graves, au moment ou le moindre incident peut déterminer une conflagration guerrière entre les puissances européennes, les organisations sœurs des autres pays ne refuseront pas de s'associer à notre démonstration pacifiste. »

Le manifeste « Guerre à la guerre ! » dénonce « les désirs d'expansion territoriale de l'Autriche et de la Russie, la recherche de débouchés nouveaux pour certaines autres nations, s'ajoutant aux convoitises des groupes financiers et industriels » qui « mettent en péril la paix du monde », à quoi s'ajoutent les « excitations cléricales, les haines de race » qui font de cette guerre, « non pas seulement une vaste flibusterie capitaliste, mais une croisade religieuse »<sup>77</sup> :

« Dans l'opposition nécessaire aux desseins criminels des gouvernements capitalistes et des sectes religieuses, la CGT veut dresser les peuples dans une volonté unanime de paix. »

Les réponses allemandes et autrichiennes à la proposition d'action commune de la CGT sont une « brutale fin de non-recevoir ». Pas de réponse d'Angleterre.

Dans son courrier du 23 octobre 1912, la centrale allemande réitéra, comme il fallait s'y attendre, ce qui avait été dit lors d'une rencontre à Berlin l'année précédente : une manifestation contre la guerre est une affaire « politique », et « c'est le Parti Social démocrate, le représentant politique de la classe ouvrière qui est tenu, en premier lieu, de se charger de l'organisation de telles manifestations ». Les syndicats soutiennent ces actions, « sans, toutefois, les organiser seuls ou sans la coopération du Parti », en accord avec « la division du travail qui existe chez nous ».

Le courrier ajoute qu'il faudrait que « la manifestation

---

<sup>77</sup> *Ibid.*

soit organisée par la CGT française, en commun avec le Parti Social-démocrate de France, et que les initiateurs adressent leurs invitations et à la Commission générale des Syndicats et au Comité exécutif du Parti Social-démocrate de l'Allemagne ».

Le courrier de la centrale autrichienne est plus court mais plus tranchant : l'initiative telle que celle qui est proposée par la CGT « est affaire unique et seule des partis politiques », les syndicats doivent simplement soutenir les partis.

Notons que les deux courriers signalent que des initiatives avaient *déjà* été prises, en Allemagne et en Autriche, contre la guerre. Le courrier autrichien se termine curieusement, disant : « nous avons rempli notre devoir dans la question de la manifestation pour la paix », comme si c'était une affaire de routine et que les choses devaient en rester là.

La proposition d'action commune à l'échelle européenne n'ayant pas soulevé d'écho, le comité confédéral est contraint de modifier ses plans, d'autant que la situation dans les Balkans s'aggravait :

« Il ne s'agit plus de formuler des protestations, si véhémentes soient-elles. Il s'agit d'organiser la résistance à la guerre. Pour l'organiser, une conférence nationale des Fédérations, des Bourses du Travail et des Unions départementales nous paraît nécessaire <sup>78</sup>. »

Le bureau confédéral convoque donc une « conférence extraordinaire des Fédérations – Bourses et Unions », le dimanche 24 novembre 1912, avec comme ordre du jour : « L'organisation à la résistance contre la guerre ». La conférence aura à examiner, s'il y a lieu, de recourir à la convocation d'un Congrès extraordinaire des syndicats français.

---

<sup>78</sup> *Ibid.*

Dans sa réunion du 12 novembre, le Comité confédéral approuve la réponse du Bureau de la CGT au PSU <sup>79</sup>, il approuve la convocation d'une conférence nationale des Bourses et Fédérations.

Il fait même plus, il décide l'organisation d'un Congrès national extraordinaire de tous les syndicats français afin de mobiliser la classe ouvrière en réponse aux menaces de mobilisation. Pourtant, un congrès confédéral venait de se tenir deux mois plus tôt. « En huit jours, dit le rapport de la CGT, l'idée du Congrès avait pénétré le cerveau de tous, sa cause était gagnée, la CGT allait produire quelque chose de vraiment rapide : une mobilisation ouvrière nationale contre la guerre. »

Le communiqué de la CGT invitant au congrès extraordinaire dit notamment :

« Un conflit peut soudain éclater, jetant les uns contre les autres l'Autriche, l'Allemagne, l'Italie, d'une part ; la Russie, la France, l'Angleterre, d'autre part.

« La guerre aurait pour théâtre ces différentes nations et, de leur choc enchevêtré naîtrait pour la classe ouvrière le plus formidable péril, faisant des milliers et des milliers de victimes et pouvant retarder pour de longues années la croissance et le développement normaux de l'organisation ouvrière. »

---

<sup>79</sup> Entre les deux réunions du Comité confédéral des 30 octobre et 12 novembre, les socialistes avaient décidé l'organisation d'une manifestation pacifique à Paris et dans les capitales européennes. La manifestation parisienne était fixée au 17 novembre. Le Bureau confédéral ne pouvait plus, sous peine d'entrer en concurrence avec le PSU, songer à une manifestation à Paris. Les événements se précipitant, la menace de guerre devenant plus sérieuse, le Bureau confédéral envisagea une initiative surpassant en portée sociale une simple manifestation. A la délégation du PSU venue demander si la CGT participerait officiellement à la manifestation socialiste, le Bureau confédéral avait répondu qu'en raison de l'attitude des centrales allemandes et autrichiennes à l'égard de la CGT, mieux valait que la demande du Parti socialiste français ne se formule pas devant le Comité confédéral.

Ces perspectives étaient hypothétiques il y a quelques semaines ; elles se montrent maintenant comme « la vérité de demain ».

« La classe ouvrière, par l'intermédiaire de ses Syndicats, se doit à elle-même de se lever bien résolue et recourir aux moyens même les plus extrêmes afin de s'opposer au danger menaçant la déclaration de guerre.

« Une vigoureuse action contre la guerre, pour être efficace, doit être coordonnée : pour cette coordination, une réunion des délégués des syndicats confédérés est nécessaire. »

La conférence prévue le 12 avril est annulée ; à sa place est convoqué un congrès extraordinaire, qui eut lieu les 24 et 25 novembre 1912 : « La classe ouvrière organisée affirmera sa ferme volonté de garder par devers elle la direction de ses destinées, résolue à ne laisser à personne le criminel pouvoir de jeter les uns contre les autres les prolétariats des divers pays. »

Ce congrès extraordinaire aboutit à la décision d'organiser une grève générale contre la guerre, qui aura lieu le 16 décembre 1912.